

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MARS 1904.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1904 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Le projet primitif de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1904 s'élevait à 20,998,467 francs. Depuis le dépôt de ce projet, M. le Ministre des Finances et des Travaux publics a transmis à la Chambre deux amendements qui font l'objet des messages et des notes que voici :

Bruxelles, le 41 février 1904.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous transmettre une note relative à un amendement à apporter au projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1904.

Ensuite de cet amendement, ledit projet de Budget s'élève :

1° Pour les dépenses ordinaires à fr.	20,133,467 »
2° — exceptionnelles à	875,000 »
ENSEMBLE A. . . . fr.	<u>21,008,467 »</u>

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,
C^{te} DE SMET DE NAEYER.

(1) Budget, n° 4, VIII.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DE LANTSBERRE, RENKIN, HUBERT, MABILLE, LAMBILLOTIL et CARTON DE WIART.

NOTE.

Amendement.

CHAPITRE V.	HOOFDSTUK V.
TRAVAIL.	ARBEID.
ART. 18 ^{bis} . — <i>Commission des accidents du travail. — Rémunération des secrétaires.</i>	ART. 18 ^{bis} . — <i>Commissie voor arbeidsongevallen — Bezoldiging der secretarissen.</i>
— <i>Frais divers fr. 10,000</i> »	— <i>Verschillige kosten . . fr. 10,000</i> »

Cet amendement est la conséquence de l'article 54 de la loi du 24 décembre 1905, en vertu duquel une Commission des accidents du travail a été instituée auprès du Ministère de l'Industrie et du Travail (arrêtés royaux des 10 et 15 janvier 1904).

Il importe que cette Commission soit sans retard mise à même de fonctionner, à raison des délais dans lesquels doivent être pris les arrêtés et les règlements à la préparation desquels elle est appelée à collaborer.

Il y a lieu de pourvoir aux frais qu'entraîneront les réunions de la Commission, qui seront fréquentes au début, ainsi qu'au coût des travaux d'actuariat et autres que comportera l'exercice de la mission que la loi lui confère. Un crédit de 10,000 francs est indispensable à cet effet.

Bruxelles, le 22 février 1904.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à une modification à apporter au libellé de l'article 15 du projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1904.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

C^{te} DE SMET DE NAAYER.

NOTE.

Amendement.

CHAPITRE IV.

POIDS ET MESURES.

ART. 13. — *Matériel. — Frais de la Commission consultative et du Bureau international des poids et mesures. — Frais de la Commission des unités électriques. — Bureau de métrologie. — Missions.* fr. 20,000 »

HOOFDSTUK IV.

MATEN EN GEWICHTEN.

ART. 13. — *Materieel. — Kosten voor de raadgevende Commissie en voor het internationaal Bureau der maten en gewichten. — Onkosten van de Commissie voor de electrische eenheden. — Bureau van maat- en gewichtkunde. — Zendingen.* . fr. 20,000 »

En exécution de la loi du 30 octobre 1903, un arrêté royal du 28 décembre dernier a institué une Commission des unités électriques.

Pour permettre de liquider les dépenses de fonctionnement de cette Commission, il est nécessaire de modifier le texte de l'article 13 en y insérant les mots :

« *Frais de la Commission des unités électriques.* »

Le montant de l'allocation ne change pas.

* * *

Par suite de ces amendements, le chiffre primitif du projet de Budget se trouve donc augmenté de 10,000 francs pour les dépenses ordinaires et porté au chiffre définitif de 21,008.467 francs, soit 20,133,467 francs pour les dépenses ordinaires et 875.000 francs pour les dépenses exceptionnelles.

Il est peut-être intéressant de rappeler qu'en 1893, année de la création du Département de l'Industrie et du Travail, le Budget n'était que de 2,671,963 francs. Quant aux crédits alloués pour l'exercice de 1903, ils se montaient à 19.696,500 francs, soit 19,371,500 francs pour les dépenses ordinaires et 125,000 francs pour les dépenses exceptionnelles.

Il y a donc, pour cette année, une majoration de 561,967 francs pour les dépenses ordinaires et de 750,000 francs pour les dépenses exceptionnelles; soit, au total, une augmentation de 1,311,967 francs.

Les principales augmentations de crédits pour les dépenses ordinaires concernent l'article 9 relatif à l'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager (augmentation de 250,000 francs), et l'article 25, qui prévoit les subventions aux sociétés mutualistes reconnues ayant pour objet l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite (augmentation de 300,000 francs).

D'autre part, les dépenses exceptionnelles sont grevées, cette année, de deux nouveaux crédits : l'un, de 700,000 francs, à titre de subside à la Commission chargée d'organiser la participation belge à l'Exposition universelle de Saint-Louis, l'autre, de 50,000 francs, à titre de subside à la Commission

supérieure de patronage de l'Exposition universelle et internationale qui aura lieu à Liège en 1905, à l'occasion du 75^e anniversaire de l'Indépendance nationale.

Les sections ont été appelées à examiner le projet de Budget le 11 novembre 1903.

Elles ont toutes adopté le projet : la 1^{re} section à l'unanimité sauf une abstention ; la 2^e, la 4^e et la 5^e à l'unanimité ; la 3^e à l'unanimité sauf une abstention ; la 6^e par 8 voix contre 6 et une abstention.

Les procès-verbaux ne signalent qu'un petit nombre d'observations, qui ont été pour la plupart retenues par la Section centrale et ont fait l'objet de son examen attentif.

Toutefois, il a paru inutile de reprendre dans le présent rapport les considérations qui avaient été spécialement développées par les Sections centrales de 1902 et de 1903, notamment au sujet de la marine marchande, de l'enseignement technique et des unions professionnelles. Ces considérations n'ont pas perdu toute leur actualité, mais la rapidité avec laquelle la Chambre a examiné les budgets de 1902 et de 1903 ne semble pas de nature à justifier ces redites.

LE NAVIRE-ÉCOLE.

Le rapport pour 1903 signalait la création d'un navire-école parmi les moyens de relever notre marine marchande, dont l'effectif reste absolument insignifiant. Il annonçait, comme devant être prochaine, la réalisation de cette idée défendue par M. le comte Ch. d'Ursel, le regretté gouverneur de la Flandre occidentale, et qui consistait à fournir à nos jeunes concitoyens désireux d'entrer dans la marine, un « instrument » qui leur permit de remplir plus aisément qu'aujourd'hui les conditions de navigation — comme novices, apprentis, matelots, officiers, maîtres d'équipage, premiers lieutenants — qui leur sont imposées pour être admis aux examens de nos écoles d'Anvers et d'Ostende.

Grâce à l'initiative privée, secondée par le Gouvernement, l'idée est entrée dans sa phase de réalisation, et le Budget de 1904 prévoit, à en juger par la note préliminaire du projet de Budget, un subside important pour l'appropriation et le fonctionnement d'un navire-école, armé par l'*Association maritime belge*.

Le chiffre de ce subside ne nous est pas indiqué. Il se trouve compris dans le chiffre de 4,700.000 francs, qui correspond à l'article 9 ainsi libellé :

« Enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager ; subsides, matériel, frais d'examen — Musées professionnels, missions, commissions, études, bourses de voyage dans l'intérêt de l'industrie, du commerce et de l'enseignement industriel, professionnel et ménager. — Subsides à des expositions ou sections d'expositions intéressant le Ministre de l'Industrie et du Travail. — Dépenses diverses. — Enquête sur la situation des classes moyennes (y compris une somme de 25,000 francs en charge temporaire) »

A ce propos, la Section centrale s'est demandée s'il n'y avait pas quelque inconvénient à réunir en un seul article du Budget des objets si divers dont la confusion permet au Gouvernement d'opérer des virements jusqu'à concurrence de 1,700,000 francs.

Elle a donc adressé à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail la question suivante :

Question.

« Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y aurait lieu de spécialiser en crédits distincts les crédits confondus, à concurrence de 1,700,000 francs, à l'article 9 du Budget? »

Réponse.

« Il ne paraît pas nécessaire de diviser en crédits distincts le crédit de l'article 9, attendu que les dépenses qu'il comporte sont suffisamment spécialisées en sept lettres différents dans les développements du Budget. Les dépenses prévues à l'article 9 ne forment qu'une seule allocation, comme celles d'ailleurs des articles 7 et 10, pour le motif qu'elles se rapportent à la fois au Service de l'Industrie et au Service de l'Enseignement industriel et professionnel, comme toutes les dépenses figurant sous le chapitre III du Budget. »

Sans vouloir pousser à l'extrême le principe de la spécialisation des crédits, et tout en admettant qu'une certaine élasticité dans leurs affectations soit parfois utile, la Section centrale ne peut considérer cette réponse comme tout à fait satisfaisante. C'est ainsi que l'*Enquête sur la situation des classes moyennes*, bien qu'elle se rattache au Service de l'Industrie et au Service de l'Enseignement industriel et professionnel, paraît de nature, à elle seule, à justifier un libellé spécial, qui trouverait peut-être mieux sa place dans la section des dépenses exceptionnelles.

Quant à l'institution du navire-école, elle a provoqué de la part de la Section centrale une demande de renseignements d'autant plus nécessaire que la note préliminaire du Budget ne nous apprend rien à ce sujet.

Question.

« Quel sera le programme d'enseignement à bord du navire-école? Cet enseignement est-il destiné à former des marins, des contremaitres ou des officiers? »

» Quelles seront les conditions d'admission imposées aux élèves? »

Réponse.

« Le programme d'enseignement à bord du navire-école comporte une partie théorique et une partie pratique : l'enseignement théorique comprend le français, le flamand, l'allemand, l'anglais, l'arithmétique commerciale, la géométrie, l'algèbre, la trigonométrie, les éléments de la physique, de la

chimie, de la physique du globe, des machines à vapeur et de la construction navale, la géographie et l'histoire commerciales, le commerce, le droit maritime et commercial comparés, l'économie politique, la législation douanière, l'hygiène, le dessin, l'art de la navigation et la gymnastique; l'enseignement pratique comprend toutes les manœuvres relatives à la conduite des bâtiments de mer.

» L'institution a pour but de permettre aux jeunes gens d'effectuer d'une manière rationnelle tout ou partie du temps de navigation exigé pour l'obtention du brevet de premier lieutenant au long cours, de les former à la pratique du commerce maritime et de développer leur initiative. Le navire-école formera donc à la fois des officiers de marine et des commerçants pour le commerce maritime.

» Les candidats à l'embarquement devront satisfaire aux conditions suivantes :

- » 1° Avoir seize ans accomplis;
- » 2° Être Belge ou né en Belgique;
- » 3° Être à même de subir un examen d'entrée sur les matières formant le programme de la troisième commerciale (humanités modernes);
- » 4° Être apte au métier de marin et avoir une taille de 1^m,48 au moins.

» Ils devront produire les pièces suivantes :

- » 1° Un extrait de naissance;
- » 2° Un certificat de vaccine;
- » 3° Une attestation, sur timbre, du père, de la mère ou du tuteur, autorisant l'embarquement;
- » 4° Une attestation relative à l'intégrité du système nerveux;
- » 5° Une attestation signée de l'élève et du père, de la mère ou du tuteur, déclarant qu'il sait ou ne sait pas nager.

» Enfin le candidat est soumis à un examen médical par le médecin du bord, en présence du délégué de l'armement et du délégué du Gouvernement. »

Il résulte de ces explications que le navire-école poursuivra un double, sinon un triple but : permettre aux jeunes gens d'effectuer dans de meilleures conditions le terme de navigation exigé par les règlements de nos écoles, — permettre à ceux qui se destinent à l'exercice du commerce maritime d'acquérir des notions pratiques. Pour ceux qui ne se résoudraient pas à poursuivre soit la carrière de marin, soit l'exercice du commerce maritime, l'instruction et les voyages à bord du navire-école leur ouvriront de nouveaux horizons, et contribueront peut-être à nous doter d'une active avant-garde, précieuse pour le développement de nos relations extérieures.

Un des honorables membres de la Section centrale voudrait plus encore. Il espère que le navire-école pourra contribuer en une certaine mesure à faire mieux connaître et apprécier à l'étranger notre pavillon et les ressources de notre production. Il croit que dans certains ports d'escale, des conférences sur la Belgique pourraient être utilement organisées par les soins du personnel enseignant du navire-école.

Quoi qu'il puisse advenir de cette idée, le principal rôle du nouveau navire-école sera de nous donner de nouveaux officiers de marine. Nous disons des officiers de marine, et non pas des matelots, ni des quartiers-maitres, ni des maitres d'équipage. Le programme d'enseignement, dont la réponse gouvernementale nous donne un aperçu, et le prix de l'écolage, qui semble devoir être assez élevé, ne peuvent pas laisser de doute à ce sujet.

Or, — et voici l'objection principale, formulée par plusieurs membres de la Section centrale, — n'avons-nous pas déjà, en Belgique, un nombre trop considérable d'officiers de marine sans emploi?

Chaque année, les écoles de navigation d'Anvers et d'Ostende délivrent de nombreux brevets. Pour ces deux dernières années, le nombre de ces brevets a été de 119, ainsi répartis :

	Long cours.			Cabotage.
	Capitaines.	1 ^{ers} lieutenants.	2 ^{es} lieutenants.	Lieutenants.
1902. . . .	12	13	31	8
1903. . . .	4	24	23	2
	16	37	56	10

Il s'en faut de beaucoup que tous ces officiers puissent trouver l'emploi de leur activité et de leurs connaissances. Il n'y a à Anvers qu'une vingtaine de navires embarquant des états-majors belges, et un de nos techniciens a établi, il y a trois ou quatre ans, que sur 1,000 marins belges, il y en avait 350 qui possèdent un diplôme d'officier.

Est-il opportun, dans ces conditions, d'augmenter le nombre de nos officiers de marine condamnés à la terre ferme, ou réduits à d'infimes emplois?

Dans une brochure toute récente ⁽¹⁾, M. Alexis Du Moulin rencontre cette objection, dont il ne se dissimule pas l'importance.

Il rappelle tout d'abord qu'en vertu de la loi, les navires portant nos couleurs — et il y en a une soixantaine — doivent être commandés par des nationaux. Mais la loi prévoit qu'une dispense pourra être accordée à l'armateur dans le cas où il se trouvera dans l'impossibilité de se procurer des états-majors belges. Or, nos armateurs — deux fois sur trois — invoquent cette prétendue impossibilité qui dissimule simplement, assure M. A. Du Moulin, les exigences expresses ou tacites des compagnies d'assurances. L'administration n'insiste pas. Aussi cette loi, qui a cessé d'être appliquée, pourrait-elle être rapportée sans inconvénient.

Il ajoute que le navire-école ne peut pas avoir la prétention de créer des vocations nouvelles ni d'ajouter un contingent additionnel à celui que fournissent déjà nos écoles de navigation. Loin de là. Il s'agit de compléter ces écoles et d'accroître la valeur théorique et pratique des candidats aux brevets de navigation au long cours, sauf à en réduire le nombre.

« Le règlement de nos écoles de navigation d'Anvers et d'Ostende, révisé

(¹) ALEXIS DU MOULIN, *Le navire-école belge*. Bruxelles, imprimerie Breuer, 38, rue de Trèves, 1904.

par l'arrêté royal du 15 février 1868, ne dit-il pas : Article 19 : « Des leçons d'application et de pratique sont données autant que possible, tous les ans, à bord d'un navire de commerce; l'époque et la durée de ce cours spécial sont fixées par l'administration de l'école sous l'approbation du ministre.

» L'impérieuse nécessité de faire l'éducation professionnelle de nos états-majors n'est donc pas née d'hier; seulement, l'article du règlement organique des écoles prévoyant la chose est resté lettre-morte, parce que jamais on n'a trouvé un navire marchand qui se prêtât à un service d'instruction.

» Le navire-école comble donc une lacune existant depuis plus de trente ans. »

Aujourd'hui, le jeune homme qui désire embrasser la carrière maritime commence par s'embarquer et effectue le terme de navigation exigé par les règlements officiels pour l'octroi des brevets d'état-major. Mais dans quelles conditions peut-il effectuer ces deux, ou quatre années de navigation? A bord de navires le plus souvent étrangers, où il trouve rarement quelqu'un pour prendre souci de son éducation professionnelle. Il se présente ensuite dans une de nos écoles, à l'époque de l'année qui lui convient, et prépare en quelques mois l'examen qui le conduira devant le jury. Le moindre inconvénient de ce régime n'est pas de supprimer dans notre enseignement maritime toute homogénéité, l'esprit de corps et de discipline.

Le navire-école améliorera ce régime, en permettant à nos futurs officiers de faire leur apprentissage sur un bâtiment de commerce, où ils trouveront le moyen d'entretenir et de développer leurs connaissances. D'après M. Du Moulin, il ne donnera guère chaque année, au début, plus d'une dizaine de premiers officiers au long cours. On peut prévoir que le surplus se répandra dans les carrières de courtiers, d'agents maritimes et d'armateurs, et y apportera l'acquit précieux que donnent les voyages et un enseignement commercial et maritime méthodique.

Autre objection : Le navire-école ne pourrait-il aussi former des sous-officiers ? On répond que, dans la navigation commerciale, le maître d'équipage et le quartier-maître sont généralement d'anciens matelots. On ne peut confondre la formation de ceux-ci avec celle des états-majors.

Enfin, une dernière objection peut surgir :

Pourquoi l'État n'a-t-il pas, à lui seul, armé le navire-école ?

Cette solution eût été pleine d'inconvénients. L'État ne pouvait raisonnablement armer et exploiter lui-même un navire de commerce. D'autre part, un simple croiseur ou un navire de guerre n'eût pas permis aux élèves de faire un apprentissage pratique des matières qui se rattachent à la marine marchande, notamment des affrètements, des contrats, de l'arrimage, des manipulations. Aussi faut-il se réjouir de ce que l'initiative privée se soit saisie de la question. L'intérêt direct que prendront les gens d'affaires et nos grandes firmes industrielles au navire-école sollicitera davantage leur attention vers le développement progressif de notre marine marchande, tandis que les élèves du navire-école trouveront profit de leur côté à être en rapport avec nos principaux industriels et commerçants.

Ces quelques observations aideront peut-être à faire mieux connaître

l'institution nouvelle à laquelle on ne peut à tout le moins refuser le mérite d'une intéressante expérience. A ce titre seul, il est légitime que l'État lui assure les encouragements qu'il octroie à toutes les institutions d'enseignement technique.

Mais ce serait assurément se faire illusion que d'attendre de cette institution, et d'elle seule, le relèvement de notre marine marchande.

Le recrutement des états-majors n'est pas tout. Tant s'en faut. Ainsi que l'écrit M. A. Du Moulin dans la brochure que nous avons signalée :

« C'est une erreur trop commune que de croire que tout sera résolu lorsque nous aurons des navires commandés par des nationaux. L'état-major n'est qu'un auxiliaire; ce qui surtout et avant tout doit tendre à être national, c'est l'armement, c'est-à-dire le capital et l'esprit qui président aux destinées de nos affaires. Mais c'est faire œuvre utile que de former de bons marins. »

Plus que jamais, — devant les tendances protectionnistes qui, après avoir entraîné la France, la Russie, l'Allemagne, les États-Unis, semblent gagner aujourd'hui l'empire britannique, — il nous importe de placer au premier rang de nos préoccupations l'exportation directe de nos produits dans les pays d'outre-mer.

Les moyens de favoriser cette exportation directe — par le développement de notre marine marchande — sont nombreux et complexes.

Certaines réformes touchent à l'enseignement maritime. Elles intéressent donc le Ministère de l'Industrie et du Travail. La Section centrale signale à cet égard la diffusion dans toutes nos provinces des connaissances spéciales destinées à favoriser la formation d'ingénieurs, de conducteurs, de charpentiers, de mécaniciens pour navires.

Elle signale aussi l'utilité de faire non seulement de bons états-majors, ce que le navire-école contribuera à faire, mais aussi et surtout de bons cadres. Nos marins ne reçoivent à l'École des mousses qu'une instruction professionnelle primaire, après laquelle, tout jeunes encore, ils sont livrés au hasard des engagements et ont bientôt fait d'oublier une bonne part de ce qu'ils ont appris. Il est à souhaiter qu'une formation plus complète puisse leur être assurée, — et peut-être serait-il utile de pouvoir perfectionner cette formation à bord d'autres navires-écoles.

Quant aux autres moyens que préconisent les hommes compétents, nous savons que l'unanimité est loin d'être faite sur le principe, admis en d'autres pays, de l'intervention de l'État dans la constitution de sociétés de navigation au long cours. Du moins, la constitution d'un Comité chargé d'unifier les services relatifs à notre marine marchande et de développer celle-ci, la reorganisation de nos chambres de commerce ou la création d'attachés commerciaux à l'étranger destinés à faciliter à nos producteurs l'exportation directe, l'organisation méthodique des sources d'informations commerciales, telle qu'elle est réalisée en Allemagne, méritent-elles d'être recommandées sans réserve, en même temps qu'il faut souhaiter de voir se développer nos comptoirs et nos établissements financiers dans les pays d'outre-mer.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

L'enseignement supérieur commercial ne peut manquer d'avoir un heureux retentissement sur notre expansion économique. Aux réceptions du 1^{er} janvier 1903, le Roi signalait cet enseignement à la sollicitude du Parlement, en lui rappelant les progrès des écoles allemandes. Celles-ci réalisent l'étude scientifique des pays étrangers au point de vue économique par des cours de statistiques commerciales et industrielles combinés avec les cours d'histoire, du commerce, de géographie commerciale, de politique coloniale.

Dès aujourd'hui, nous pouvons constater avec satisfaction que notre enseignement supérieur commercial participe au bel essor de l'enseignement technique auquel nous assistons depuis quelques années.

En 1886, il y avait en Belgique 86 écoles techniques, dont une seule école supérieure de commerce. D'après le récent rapport publié par le Département, ce chiffre dépasse actuellement 579 écoles techniques, dont 7 écoles commerciales supérieures : une à Anvers, deux à Mons, une à Bruxelles, une à Louvain, une à Liège et une à Gand.

Ces écoles s'attachent à former des hommes d'affaires, des commerçants, des agents, qui joignent à une culture générale étendue une dose considérable et variée de connaissances d'application.

« Toutes, dit M. Van Caenegem, directeur de l'École supérieure commerciale et consulaire de Mons, réalisent le minimum de programme exigé par le Gouvernement; toutes offrent de sérieuses garanties, quelques-unes n'ont rien à envier ni comme organisation, ni comme méthodes, ni comme valeur scientifique du corps enseignant, aux écoles congénères qu'on appelle en Allemagne : « Handelshochschulen », Universités commerciales; elles pourront revendiquer le même titre, le jour où sera réalisée l'idée de quelques-uns de distinguer, comme on le fait en Allemagne, nos Écoles supérieures en deux catégories : les « Höhere Handelsschulen », Instituts supérieurs commerciaux en « Handelshochschulen » ou Universités commerciales (1). »

L'enseignement technique à tous les degrés ne va guère sans des collections ou des musées qui permettent aux professeurs d'illustrer pratiquement leurs leçons et aux élèves de s'initier directement à la connaissance des principaux produits, instruments ou matériaux qui ont quelque rapport avec l'objet de leurs études.

Il existe dès aujourd'hui, au Palais du Cinquantenaire, à Bruxelles, un embryon de Musée industriel national qui, dans la pensée de l'honorable M. Nyssens, son fondateur, devait réunir en un ensemble méthodiquement classé, sous forme d'échantillons, de spécimens, de modèles, de dessins, les divers types de nos produits industriels, de manière à faire connaître aux

(1) *Commerçants de l'avenir et Commerçants d'avenir*, par M. l'abbé Van Caenegem. Ath, Coppin-Goise, 1905.

Belges et aux étrangers, aux commerçants et aux industriels, au public et à la jeunesse des écoles quels sont nos principaux fabricats, leurs lieux de production et leurs conditions de vente. Cette institution, complétée par de sérieuses statistiques de notre production industrielle, devait faciliter en même temps la tâche de plusieurs de nos services publics, notamment dans l'élaboration et l'application des traités de commerce et des tarifs douaniers.

Soit que les locaux du Cinquantenaire, laissés provisoirement à la disposition du Ministre de l'Industrie et du Travail, aient paru insuffisants, soit que les sacrifices nécessaires pour l'installation définitive de ce Musée industriel aient semblé hors de proportion avec les avantages pratiques que devait produire cette institution, le Gouvernement n'a pas donné suite à l'idée de l'honorable M. Nyssens. Cette idée pourra-t-elle être réalisée un jour? Sans préjuger l'avenir, il est souhaitable que les collections déjà réunies soient tenues à jour et complétées dans la mesure que permettent les ressources budgétaires actuelles.

Le libellé de l'article 9 du Budget de 1904 renseigne pour la première fois la mention : *Musées professionnels*. La note préliminaire ne donnant aucune indication à ce sujet, la Section centrale a demandé au Gouvernement quels étaient ces « Musées professionnels ».

Réponse.

« Le Département de l'Industrie et du Travail a, jusqu'ici, accordé son patronage à deux institutions de ce genre : 1° au Musée de l'enseignement industriel et professionnel organisé à Charleroi par la Province de Hainaut; 2° au Musée d'art industriel qui va être créé à Gand par l'Union des arts industriels et décoratifs, sous les auspices de l'Administration communale de cette ville. »

La Section centrale ne peut qu'encourager le Gouvernement à persévérer dans cette voie. Elle signale aussi l'utilité de musées professionnels spéciaux, qui seraient organisés dans les villes ayant conservé une industrie locale et qui seraient destinés à faire connaître aux patrons et aux ouvriers l'histoire de ces industries. L'initiative des administrations provinciales et communales et des groupes professionnels pourrait utilement s'exercer à cet effet, sauf à solliciter le concours de l'État.

LES HABITATIONS OUVRIÈRES.

Au moment où la Chambre est saisie d'un projet qui étend le bénéfice de la loi du 9 août 1889 à de nouvelles catégories de citoyens, il est intéressant de signaler quelques-uns des progrès réalisés en fait d'habitations à bon marché depuis 1890.

Une statistique, communiquée par le Gouvernement à la Section centrale, fournit le dénombrement par province des sociétés d'habitations à bon marché au 31 décembre 1902:

PROVINCES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS CRÉÉES													SOCIÉTÉS				TOTAL du nombre des sociétés au 31 déc. 1902.		
	avant le 9 août 1889.	du 9 août au 31 déc. 1889.	en 1890.	en 1891.	en 1892.	en 1893.	en 1894.	en 1895.	en 1896.	en 1897.	en 1898.	en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.	de crédit.	de construction		anonymes.	coopératives.
Anvers	1	»	»	»	4	»	»	1	»	»	»	1	2	»	1	5	5	10	»	10
Brabant	4	»	1	2	7	8	2	2	2	3	2	6	1	4	3	28	19	40	7	47
Flandre occidentale.	»	»	»	1	4	2	»	»	3	4	2	»	»	2	1	10	9	18	1	19
Flandre orientale. .	»	»	»	2	»	1	2	»	»	2	4	2	»	»	»	11	2	12	1	13
Hainaut.	1	»	1	6	5	6	5	2	2	4	2	1	1	4	2	50	8	56	2	58
Liège	5	»	»	1	4	1	1	2	»	»	»	1	1	»	1	9	6	15	»	15
Limbourg.	»	»	»	»	1	5	3	5	1	1	2	»	1	2	»	14	5	16	1	17
Luxembourg.	»	»	»	»	1	1	1	»	»	2	2	»	»	»	»	6	1	7	»	7
Namur.	1	»	»	5	5	1	»	»	»	4	1	1	»	1	1	15	5	15	1	16
LE ROYAUME. . .	10	»	2	15	27	25	12	10	8	20	15	12	6	15	9	126	56	169	15	182

* L'Union, à Laeken : liquidation. *Moniteur belge* du 1^{er} mars 1902, acte n° 8490.

Un second tableau permettra à la Chambre de se rendre compte des opérations faites, jusqu'au 31 décembre 1902, par les sociétés d'habitations ouvrières mentionnées dans le rapport de la Caisse générale d'épargne et de retraite :

Opérations jusqu'au 31 décembre 1902, des sociétés d'habitations ouvrières mentionnées dans le rapport de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État.

PROVINCES.	SOCIÉTÉS ANONYMES				SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES				Nombre de sociétés	TOTAL des OPÉRATIONS.
	de crédit.		de construction.		de crédit.		de construction			
	Nombre.	Opérations.	Nombre.	Opérations.	Nombre.	Opérations.	Nombre.	Opérations.		
Anvers	4	1,897,864 22	4	708,517 00	»	»	»	»	8	2,006,381 31
Brabant	20	5,106,474 55	8	758,557 59	4	1,207,295 51	»	»	32	7,162,327 45
Flandre occidentale .	9	510,455 20	9	547,528 15	1	46,241 56	»	»	19	904,202 89
Flandre orientale . .	10	1,748,187 12	1	49,988 78	1	54,268 57	»	»	12	1,832,444 47
Hainaut	27	17,710,072 80	6	541,545 74	2	1,606,071 75	»	»	35	10,657,600 29
Liège	8	9,091,551 56	1	36,554 65	»	»	»	»	9	9,127,886 21
Limbourg	13	1,542,987 68	3	89,149 28	1	270,694 05	»	»	17	1,902,831 01
Luxembourg	6	2,717,106 76	1	23,579 95	»	»	»	»	7	2,740,686 69
Namur	12	7,016,789 95	2	160,020 58	»	»	»	»	14	7,176,810 51
LE ROYAUME. . .	109	47,541,467 82	55	2,515,221 57	9	5,251,571 44	»	»	153	53,111,260 83

On trouvera dans une récente étude très documentée de MM. G. Mahaim, professeur à l'Université de Liège et O. Velghe, directeur au Ministère de l'Agriculture (1) d'autres chiffres, non moins intéressants, qui démontrent l'étendue des sacrifices que l'État a faits en accordant à la classe ouvrière des réductions du droit d'enregistrement et de transcription, ainsi que des exemptions de la contribution personnelle. Ce sont ces sacrifices qui expliquent précisément la fondation de ces nombreuses sociétés d'habitations ouvrières :

De 1890 à 1901, pour les ventes d'immeubles, sur les bases des droits de 64,593,920 francs, la réduction a été de fr. 2,196,252.97, et pour les actes de prêt, sur les bases de 59,678,800, elle a été de 447,591 francs.

Quant à la contribution personnelle, le nombre des maisons ouvrières exemptées de cet impôt, a progressé successivement et d'une manière non interrompue depuis 1893, année où il s'est élevé à 100,100, jusque 143,567 en 1901, soit en sept ans, représentant pour cette période un sacrifice de 8,566,207 francs.

C'est là la part indirecte prise par l'État en matière de logements ouvriers; elle représente donc pour l'ensemble une somme de fr. 11,210,050.97.

Les statistiques nous révèlent aussi que pendant les douze années qui ont suivi la promulgation de la loi, des ouvriers (au sens strict du mot) ont acquis des immeubles pour une valeur de 64,593,920 francs et qu'ils ont emprunté une somme totale de 59,678,800 francs. La première de ces sommes est afférente à l'acquisition de terrains à bâtir aussi bien que de maisons déjà construites. Une partie de la seconde a servi à acquitter le prix d'achat d'habitations déjà construites, une partie plus importante était destinée à couvrir les frais de construction de maisons sur les terrains achetés en vue d'y bâtir.

Cette dernière partie doit être ajoutée à la somme de 64 millions, valeur des immeubles acquis, si l'on veut apprécier l'importance des sommes consacrées de 1890 à 1901, à la diffusion de la petite propriété au sein de la classe ouvrière. Les éléments manquent pour préciser, mais on peut, sans conteste, l'évaluer à 35 ou 40 millions au moins, ce qui porte à plus de 100 millions la somme totale affectée par des ouvriers dans le sens strict de ce mot, à l'acquisition de leur foyer jusqu'au 31 décembre 1901. A l'heure actuelle (septembre 1903) et en tablant sur les chiffres des années 1900 et 1901, cette somme totale doit être supérieure à 150 millions.

Quant au nombre des maisons acquises et construites, étant donné que les débiteurs hypothécaires des sociétés affiliées à la Caisse d'épargne s'élevaient à 23,447 au 31 décembre 1902, on peut évaluer à plus de 30,000 le nombre de maisons acquises ou construites par des ouvriers depuis la loi de 1889, et en grande partie, grâce aux faveurs de cette loi.

C'est surtout depuis 1896 que le nombre a été croissant, et ce sont les sociétés anonymes de crédit qui ont fait preuve de la plus grande activité.

(1) MAHAIM et VELGHE, *Rapport sur la question des habitations ouvrières en Belgique*, présenté au Congrès international d'hygiène et de démographie, Bruxelles, septembre 1903.

Il a été en général constaté que les régions wallonnes témoignent, en matière d'habitations ouvrières, d'un esprit de prévoyance que ne connaissent pas au même degré les provinces flamandes.

LA LÉGISLATION ET L'INSPECTION DU TRAVAIL. — LE CHÔMAGE INVOLONTAIRE.

Des questions ont été posées en sections au sujet de l'établissement légal du repos hebdomadaire. Une Commission spéciale étant actuellement saisie de l'étude de cette question, la Section centrale n'a pas jugé à propos de s'y arrêter. Il en est de même des propositions qui ont pour but d'étendre aux employés de commerce le bénéfice de la juridiction des prud'hommes.

D'autre part, elle croit utile de rappeler la promesse faite par le Gouvernement lors du Budget de 1903, de déposer prochainement un projet de revision de la loi organique des Conseils de l'industrie et du travail et de mettre en application, à bref délai, les pouvoirs qu'il tient de la loi du 2 mai 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises commerciales et industrielles.

Enfin, elle émet le vœu de voir traduire bientôt en arrêtés royaux les conclusions adoptées par le Conseil supérieur du travail, relativement au travail des femmes et des enfants dans les industries du coton et du lin.

On sait que la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des enfants et des adolescents dans les établissements industriels prévoit, dans son article 4, la fixation par arrêtés royaux de la durée du travail journalier, ainsi que la durée et les conditions du repos des personnes « protégées » : c'est-à-dire des enfants et des adolescents âgés de moins de 16 ans, des filles ou des femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, — le tout d'après la nature du travail et les nécessités des industries. L'article 4 ajoute que ces arrêtés royaux ne peuvent admettre une durée de travail supérieure à douze heures par jour, divisées par des repos, dont la durée totale ne peut être inférieure à une heure et demie.

En 1892, un arrêté royal, pris en exécution de cette loi, a fixé le maximum à onze heures et demie dans les industries du lin, du coton, du chanvre et du jute. Convient-il de réduire aujourd'hui ce maximum? Telle est la question dont le Conseil supérieur du travail a été saisi en 1897 et qui, depuis cette date, a fait l'objet de multiples recherches, d'enquêtes et de discussions contradictoires qui viennent enfin d'aboutir au travail de M. Brants, chargé par une Commission spéciale constituée au sein du Conseil supérieur d'interpréter son sentiment et de formuler ses conclusions.

Cette Commission spéciale, qui se composait de MM. Verhaegen, Morel de Boucle-Saint-Denis, de Hemptinne, Seffers, Claeys et Brants, rapporteur, fut tout d'abord unanime à reconnaître que onze heures et demie de travail dans le milieu de la fabrique, pour des êtres humains en période de formation, est un chiffre qu'il est éminemment souhaitable de réduire dès que faire se peut.

« Pour étayer une semblable conclusion, dit le rapport, il n'est pas besoin de recourir aux longues enquêtes sur l'hygiène de la filature de lin, le degré

plus ou moins élevé de son insalubrité en comparaison d'autres industries. Il suffit de parcourir les éléments de l'enquête faite par M. le docteur Glibert, inspecteur du travail, et de l'examen critique de cette enquête fait par MM. L. Morel et Christophe, pour être acquis à cette conclusion que, en soi, il est absolument désirable de réduire une telle durée de la journée dans le milieu exploré, même en acceptant les données les plus favorables. »

Au surplus, l'accord unanime de « toutes » les législations industrielles, dont aucune ne dépasse la limite de onze heures, vient corroborer les témoignages très précis des hygiénistes.

Mais ici, comme toujours, il faut compter avec les intérêts vitaux de l'industrie nationale et indirectement avec ceux des ouvriers eux-mêmes qui s'y trouvent occupés et salariés.

C'est l'objection économique qu'on retrouve à tous les tournants de notre législation sociale.

Si douloureux que soit l'emploi prolongé des fillettes dans l'industrie linière, quelles que soient les conséquences déplorables de ce régime, le rapport de M. Brants ne prétend pas qu'il faille aveuglément subordonner à des préoccupations d'ordre hygiénique ou moral les nécessités redoutables et souvent pénibles de la lutte internationale.

« Grande petite nation industrielle », la Belgique a le devoir absolu de se garder une place dans le marché mondial. Or, le coût de production est un des facteurs déterminants de son existence laborieuse; et le protectionnisme, qui sévit de plus en plus dans les grands pays où elle exporte ses marchandises, l'oblige, bon gré mal gré, à ne pas compromettre cet élément de concurrence. Pour l'industrie linière, en particulier, sait-on que les débouchés extérieurs absorbent les cinq sixièmes de notre production ?

Mais pour assurer la prospérité de l'industrie, qui est la source même du salaire, ira-t-on cependant jusqu'à admettre qu'une industrie puisse s'alimenter au prix d'abus intolérables ? Faut-il pour vivre compromettre les causes mêmes de la vie ?

Les limites modestes de la réforme proposée par la Conseil supérieur du travail échappent, croyons-nous, à tout reproche d'imprudence.

Placé en face d'un problème spécial et restreint : « Faut-il réduire à onze heures dans les industries textiles la durée de travail pour les personnes protégées ? » — bien qu'il n'ose affirmer qu'en ce qui concerne la filature de lin la réduction du temps n'entraînera pas peut-être une certaine réduction de l'effet utile du travail (phénomène qui ne lui paraît pas à redouter pour le tissage et l'industrie lainière), le Conseil du travail, faisant appel à toutes les bonnes volontés, propose à l'unanimité les solutions suivantes :

1° Réduction de la journée de travail des personnes protégées, au maximum de onze heures par jour dans l'industrie textile du lin, du chanvre et du jute ;

2° Réduction de la semaine de travail des personnes protégées au maximum de soixante-six heures avec une journée maxima de onze heures et demie dans l'industrie textile du coton.

L'adhésion que ces conclusions ont rencontrée de la part des industriels, des économistes et des ouvriers représentés au sein de la commission garantit

leur « praticabilité ». Elle décidera sans doute le Gouvernement à résoudre sans retard une question aussi digne de sa sollicitude, et qu'il a posée lui-même depuis 1897.

Une autre question, qui est aussi d'actualité, a été soulevée au sein de la Section centrale. Il s'agit de l'assurance contre le chômage involontaire qui fait le tour de tous nos grands conseils communaux. Personne ne discute plus l'importance « sociale » de ce genre d'assurance. Tous les économistes, et avec eux tous les hommes d'œuvres, reconnaissent que la misère dans la classe ouvrière dépend au moins autant de l'irrégularité des salaires que de leur modicité. Or, de toutes les causes de cette irrégularité des salaires, nulle n'est plus digne d'intérêt que le chômage involontaire, parce que le chômage, au lieu d'attendre, comme l'accident, l'invalidité ou la vieillesse, des ouvriers dont le rôle industriel est provisoirement ou définitivement nul, atteint des ouvriers en pleine force et les deprime moralement autant que physiquement.

De quelle manière les pouvoirs publics peuvent-ils intervenir dans l'assurance et le risque ouvrier?

On semble être d'accord, en Belgique, pour rejeter le système des caisses communales officielles d'assurance. Mieux vaut, dit-on avec raison, laisser à l'initiative privée le soin d'organiser cette assurance, sauf à demander aux pouvoirs publics d'encourager cette initiative par ses subsides.

Mais quelles sont les institutions qui organiseront cette assurance? Les mutualités? Les unions professionnelles?

Les conseils communaux de Bruxelles et des faubourgs de l'agglomération bruxelloise ont émis des doutes sur la viabilité des caisses de chômage créées au sein des unions professionnelles, celles-ci ne pouvant grouper que des personnes exerçant le même métier ou la même profession. Ne vaudrait-il pas mieux grouper les risques divers en une ou plusieurs mutualités générales qui puiseraient précisément leur force et leur vitalité dans la diversité des risques? Partant de cette idée, ces administrations ont demandé qu'il soit apporté à la loi du 25 juin 1894 sur les secours mutuels une légère modification de nature à permettre la constitution entre ouvriers de métiers différents, mais d'une même localité, de grandes mutualités de chômage, auxquelles la reconnaissance légale, condition des subsides publics, pourrait être accordée. Le texte limitatif de l'article 1^{er} de la loi de 1894 refuse, en effet, la reconnaissance légale aux mutualités qui ont le chômage pour objet.

Sans attendre cette réforme d'ordre législatif, de nombreux conseils communaux sont entrés dans la voie qui leur a été indiquée par la ville de Gand.

Ces conseils communaux encouragent par leurs subsides l'assurance contre le chômage involontaire, organisée au sein des unions professionnelles ou syndicats de métiers. Mais, réduit à ces encouragements, le rôle des administrations communales serait incomplet.

En effet, beaucoup d'ouvriers ne font pas partie de groupements professionnels. Cependant, s'ils sont victimes du chômage involontaire, il est peu équitable de ne pas leur venir en aide, du moment où l'on admet le principe de l'intervention publique en faveur des chômeurs.

Pour obvier à cette difficulté, on a généralement décidé que le bourgmestre

ou une commission spéciale seraient chargés de distribuer des secours aux non-syndiqués tout en stipulant que ceux-ci ne bénéficieraient des subsides qu'à la condition de faire la preuve qu'ils ont épargné en vue de se garantir éventuellement contre le chômage.

En effet, le subside aux chômeurs ne peut être considéré comme un secours de bienfaisance. Si la commune mettait sur le même pied l'ouvrier qui s'aide, qui recourt au « self help » en prévision des jours de chômage et celui qui n'a d'autre titre à faire valoir que le dénûment auquel il est réduit par le manque d'ouvrage, elle énerverait, — au lieu de le favoriser, — l'esprit de prévoyance et de solidarité ouvrières.

Mais quel est l'effort qu'il faudra exiger du chômeur pour qu'il ait droit à un subside?

Comment la preuve de cet effort pourra-t-elle et devra-t-elle être faite?

Le système gantois cherche à organiser pour les non-syndiqués l'*épargne contre le chômage*. Celle-ci, spécialement avantageuse pour les métiers où le risque de chômage est tel que l'assurance ne peut être organisée efficacement à cause de son coût énorme (débardeurs, ouvriers du bâtiment et des professions « saisonnières »), est ouverte à tous ceux qui ne font pas partie des syndicats.

L'aide accordée aux épargnants doit être, d'après ce système, identique à celle donnée aux assurés : sur le produit de leur épargne ou de leur cotisation, pour les uns comme pour les autres, la majoration sera au maximum de 1 franc pendant cinquante jours.

Les deux subsides ne peuvent naturellement être touchés en même temps.

Par l'existence de cette épargne pour les non-syndiqués, le système gantois a cru mettre ceux-ci sur le même pied que les syndiqués et éviter toute accusation de parti pris à charge des administrations communales.

Mais cette *Épargne communale contre le chômage* n'a point eu tout le succès qu'on en attendait. A Gand, elle ne groupe que treize ouvriers. A Ixelles, aucun ouvrier ne s'est présenté. Aussi, dans d'autres conseils communaux, propose-t-on de n'exiger de l'ouvrier chômeur d'autre preuve de prévoyance que la possession d'un livret de la Caisse d'épargne.

Une autre difficulté consiste dans le contrôle des subsides alloués aux syndiqués. Ces subsides doivent-ils être versés aux syndicats eux-mêmes? N'est-il pas à craindre que le fonds de chômage ne soit ainsi détourné de son véritable but? Ne peuvent-ils servir indirectement à favoriser une propagande politique? Ne vaut-il pas mieux décider, ainsi que vient de le faire le conseil communal de Louvain, que la répartition directe entre les intéressés sera faite par la commune elle-même?

On peut déduire de ces diverses considérations que la question n'a pas encore trouvé sa solution définitive, et que l'expérience qui se poursuit modifiera peut-être les diverses combinaisons adoptées jusqu'ici ⁽¹⁾.

(1) On trouvera des renseignements plus complets sur cette question dans un récent ouvrage de M. Louis Varlez, fondateur et président du *Fonds de chômage* de la ville de Gand : *Les formes nouvelles de l'assurance contre le chômage* (Paris, Rousseau, 1903). — Du même auteur : *Rapport sur le fonds de chômage de Gand de 1901 à 1903* (Gand, La nouvelle imprimerie, 1903). — Consultez aussi VOSSEN, *L'assurance contre le chômage involontaire au sein des unions professionnelles*. (Bruxelles, Brants et Moussel, 1902.)

Le grand intérêt social d'un tel problème doit déterminer le Gouvernement à suivre avec la plus grande attention ces diverses expériences, dont les résultats pourront déterminer son propre rôle, par voie législative ou par voie de subsides.

Le développement des Bourses du travail apparaît aussi comme un des meilleurs moyens de conjurer le chômage, tout au moins individuel. Après avoir préconisé la création de Bourses officielles, par l'État ou par les communes, les sociologues les plus autorisés, se rapprochant en cela des idées de réforme sociale par l'organisation professionnelle, recommandent plutôt la constitution de Bourses du travail à l'intervention des syndicats ou unions de métiers.

La Section centrale a demandé au Gouvernement s'il n'entrait pas dans ses intentions de favoriser de telles initiatives.

Question.

« N'y aurait-il pas lieu d'inscrire au Budget un crédit permettant de subsidier les Unions professionnelles qui organisent des Bourses du travail? »

Réponse.

« Le projet de Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour 1904, contient un article 19 (nouveau) portant allocation d'une somme de 5,000 francs pour « encouragement à l'esprit d'association économique et professionnelle chez les ouvriers ».

» Le Gouvernement accordera éventuellement, sur ce crédit, des subsides aux Unions professionnelles reconnues en vue des divers objets qui rentrent dans la mission légale de ces associations, et notamment pour l'organisation de bureaux de placement gratuit. »

On ne peut que féliciter le Gouvernement d'une telle décision. Toutefois, le crédit de 5,000 francs paraît manifestement insuffisant pour faire face à tous les objets que prévoit le libellé de l'article 19. Il entre sans doute dans les intentions du Gouvernement de majorer ce chiffre par voie d'amendement.

C'est également au chapitre V (Travail) que se rattachent les deux questions au sujet desquelles la Section centrale a demandé l'avis de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail :

Question.

« N'y aurait-il pas lieu d'organiser une inspection spéciale pour veiller à l'application de la loi sur le paiement des salaires dans les ports? »

Réponse.

« La compétence des inspecteurs du travail est générale : elle embrasse

toutes les dispositions légales et réglementaires dont l'inspection est chargée d'assurer l'exécution.

» Il n'y a pas lieu de déroger à cette règle en ce qui concerne le paiement des salaires dans les ports. »

La Section centrale, se faisant l'écho d'observations faites en sections, recommande au Gouvernement de redoubler de vigilance et de rigueur dans la répression des abus qui se produisent aux ports d'Anvers et d'Ostende, abus qui sont quotidiens, à en croire les observations formulées dans une des sections.

Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il imposer des mesures en vue de parer aux dangers que présente l'emploi des poils de Chine dans l'industrie de la broserie? Le déballage immédiat et l'exposition à l'air ont été indiqués comme des mesures pratiques à cet effet. »

Réponse.

« Le service médical de l'inspection du travail s'occupe activement de la recherche des moyens propres à désinfecter les soies et les crins de Chine employés dans l'industrie de la broserie.

» Les études relatives à la stérilisation des soies ne sont pas terminées. Quand aux crins, l'action de la vapeur d'eau sous pression ou l'ébullition suffisamment prolongée qui se pratiquent dans certaines broseries belges paraissent être, jusqu'à présent, les seuls procédés de désinfection à préconiser.

» Mon administration examine le point de savoir s'il y a lieu de généraliser ces mesures par voie de dispositions réglementaires. »

Question.

Enfin, on a demandé dans une des sections « s'il n'y aurait pas lieu de réglementer la profession d'architecte, en vue de prévenir les nombreux accidents qui se produisent dans les travaux de construction et si le Gouvernement ne compte pas donner suite à ce propos aux vœux exprimés par le Conseil supérieur du travail et la Société centrale d'architecture? »

Le Gouvernement a été pressenti à ce sujet :

Réponse.

« Il n'appartient pas au Département de l'Industrie et du Travail de prendre une décision en ce qui concerne le grade scientifique d'architecte dont il est question dans les vœux émis par la Société centrale d'architecture.

» D'autre part, les propositions du Conseil supérieur du travail, soumises en ce moment à l'examen de mon administration, ne visent pas la profession d'architecte, mais les dispositions à prendre, en vue d'éviter les accidents auxquels sont exposés les ouvriers employés à des travaux de construction. »

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Une des sections a soulevé la question suivante :

Question.

« N'y aurait-il pas lieu d'allouer des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux pour les élections des Conseils de prud'hommes? »

Réponse.

« La question de l'allocation de jetons de présence aux membres des bureaux électoraux pour les élections des Conseils de prud'hommes sera examinée à l'occasion de la revision de la loi organique du 31 juillet 1889, qui est à l'étude à mon Département. »

D'autre part, la Section centrale pour 1903 avait posé à M. le Ministre la question suivante :

« N'y aurait-il pas lieu d'adopter, en ce qui concerne le traitement des greffiers des Conseils de prud'hommes, un système analogue à celui qui existe depuis 1889 pour les greffiers de justice de paix? Tout au moins ne pourrait-on établir un barème en faveur des greffiers des Conseils de prud'hommes et les décharger des frais de bureaux, d'écriture, de correspondance, etc., qu'ils ont à supporter actuellement? »

M. le Ministre a donné la réponse suivante :

« Il est constaté que l'importance réelle des divers Conseils de prud'hommes n'est nullement en corrélation avec le chiffre de la population industrielle de leurs ressorts respectifs.

» Il convient donc, pour la détermination du taux des indemnités annuelles qui sont allouées aux greffiers de ces juridictions de tenir compte, pour chaque conseil, indépendamment du nombre des chefs d'industrie et des ouvriers de la circonscription, d'une série d'autres éléments, tels que le nombre des affaires qui sont soumises chaque année au conseil, les états de service des greffiers en fonctions, le coût de la vie dans la localité du siège de la juridiction, etc.

» Dans ces conditions, j'estime qu'il est impossible d'établir soit un barème de traitement, soit une classification analogue à celle qui a été adoptée pour les greffiers de justice de paix. »

Les intéressés font remarquer que les raisons invoquées dans cette réponse pour démontrer l'impossibilité d'établir un barème de traitement pour les greffiers des Conseils de prud'hommes sont plus spécieuses que péremptoires.

En effet, lorsque le législateur a procédé à la classification des justices de paix, il s'est heurté aussi à des difficultés résultant de la différence de la population et de l'intensité de la vie judiciaire des divers cantons; ainsi dans

la 4^e classe il se trouve des cantons avec 3,000 habitants et d'autres avec 28,000 habitants; en ce qui concerne le chiffre des affaires traitées, le canton de Fontaine-l'Évêque, qui est de 1^{re} classe, figure dans la statistique judiciaire de la Belgique (3^e année) avec 1,400 affaires civiles et 1,693 affaires de police, alors que le 3^e canton de Bruxelles, qui n'est que de 2^e classe, y figure avec 2,233 affaires civiles et 27,938 : 3 = 9,310 affaires de police. D'autre part, la vie est plus chère à Bruxelles qu'à Fontaine-l'Évêque.

Ces difficultés n'ont pourtant pas empêché le Législateur de faire la classification, ni d'établir un barème de traitement pour les juges de paix et les greffiers.

Ne serait-il pas équitable et logique que la législature fit pour les Conseils de prud'hommes ce qu'elle a fait pour les justices de paix : C'est-à-dire, établir une classification des ressorts et fixer un barème pour les greffiers?

Une loi récente, celle du 3 décembre 1903, améliore encore la situation des greffiers des Cours et Tribunaux en leur accordant des augmentations de traitement quinquennales, de sorte que le maximum, tel qu'il était fixé par la loi du 23 novembre 1889, peut être notablement dépassé.

Rien de semblable n'existe pour les greffiers des Conseils de prud'hommes dont la situation est absolument précaire. Aucune règle n'est établie pour la fixation de leur traitement. Celui-ci est loin d'être en rapport avec l'importance de leurs fonctions, avec les services qu'ils rendent et avec le rang qu'ils doivent tenir.

La Section centrale signale donc, à nouveau, l'utilité d'un barème de traitement pour les greffiers des Conseils de prud'hommes ou tout au moins l'opportunité de mesures à prendre — dans le sens de ses observations de 1903 — en vue d'améliorer leur position.

LES MUTUALITÉS ET LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

L'arrêté royal du 30 décembre 1902 dispose que, pour apprécier l'état de besoin du travailleur qui demande l'allocation de 65 francs, il est tenu compte en ressources de la *valeur en rente viagère* de ses propriétés ou droits réels, de son cheptel et de ses épargnes.

On s'est demandé, dans une des sections, si le résultat d'une telle exigence ne sera pas d'obliger les vieillards à aliéner leur petite propriété, qu'on les engage cependant à créer et à conserver pour leurs enfants.

D'autre part, on a signalé que certaines communes, afin d'éviter des charges de bienfaisance, versent les cotisations de retraite pour leurs vieux indigents. On s'est demandé si ce n'était pas tourner la loi.

Ces questions ne doivent pas être envisagées uniquement au point de vue humanitaire, mais aussi au point de vue des charges du Trésor.

La participation de l'État à la constitution des pensions de vieillesse atteint cette année le chiffre respectable de 15,880,000 francs.

D'autre part, le nombre des sociétés mutualistes reconnues qui affilient leurs membres à la Caisse générale de retraite et qui bénéficient à ce titre des subventions de l'État, en vertu de l'article 12 de la loi du 10 mai 1900, va toujours progressant.

Dans le même ordre d'idées, on s'est demandé ce qu'il fallait penser des subventions attribuées par l'État à des mutualités de retraite dites pour classes aisées, en faveur desquelles certains journaux font une active propagande.

Question.

« Les subventions aux mutualités de retraite pour la classe aisée correspondent-elles à l'esprit de la loi sur les pensions de vieillesse? »

Réponse.

« La reconnaissance légale des sociétés mutualistes est réglée, non par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse, mais bien par la loi du 23 juin 1894. En vertu des termes exprès de l'article premier de cette loi, elle est de droit et ne peut pas être refusée par le Gouvernement en ce qui concerne les associations qui limitent leurs opérations à une des catégories d'objets énumérées par cet article, et quelles que soient les professions de la situation de leurs membres.

» Le Gouvernement a constamment suivi cette pratique de l'avis conforme de la Commission permanente des sociétés mutualistes, entre autres pour les sociétés du personnel enseignant des écoles libres de Liège (arrêté royal du 8 juillet 1896), de Limbourg (arrêté royal du 26 mai 1897), d'Anvers (arrêté royal du 3 décembre 1898), la Caisse de retraite de l'association des journalistes catholiques (arrêté royal du 22 juin 1899), la Société du personnel du théâtre de la Monnaie (arrêté royal du 31 décembre 1900), la Mutuelle médicale (arrêté royal du 30 juin 1901), la Mutuelle pharmaceutique (arrêté royal du 20 mai 1902), etc. . De même la reconnaissance légale avait déjà été accordée sous l'empire de la loi de 1851 à des Sociétés comme la Mutualité du commerce et de l'industrie à Gand (arrêté royal du 30 décembre 1865), la Fraternelle belge à Bruxelles (arrêté royal du 30 avril 1877), la Mutualité commerciale à Bruxelles (arrêté royal du 28 juin 1877), la Caisse de mutualité et de pensions des instituteurs libres et adoptés du Brabant (arrêté royal du 30 juillet 1889), l'Association médicale de prévoyance de Gand (arrêté royal du 9 mars 1888), etc.... La reconnaissance légale a même été accordée à des sociétés pour lesquelles elle n'était pas de droit, notamment pour la Caisse de prévoyance et de secours du corps médical belge (arrêté royal du 11 novembre 1895).

» Entre la disposition légale de 1894 qui, dans la plupart des cas, oblige le Gouvernement à accorder la reconnaissance et l'esprit de la loi du 10 mai 1900, il n'existe aucune opposition. En effet, les auteurs de cette loi, rejetant la classification professionnelle proposée par la Commission des pensions ouvrières, n'ont admis, en ce qui concerne les sociétés mutualistes reconnues, aucune distinction fondée sur la profession des affiliés ou leur condition de fortune. L'admission des mutuellistes au bénéfice des primes n'est limitée que par le maximum établi pour les versements annuels; ce maximum que le Gouvernement avait proposé de fixer à 30 francs a été définitivement porté à 60 francs. »

En dépit de ces considérations dont elle ne méconnaît pas le bien-fondé.

la Section centrale croit devoir signaler l'abus auquel pourraient donner lieu les subventions aux mutualités de retraite de la classe aisée. Si la loi de 1894 admet la reconnaissance légale au profit de toutes les mutualités régulièrement constituées, la loi de 1900 qui fixe la mesure des encouragements de l'État en faveur des mutualités de retraite a eu spécialement pour objet de favoriser l'esprit de prévoyance dans les classes modestes de la population. Est-il logique d'attribuer aux classes aisées — fut-ce en vue de développer leur esprit de prévoyance — des subsides qui proviennent en partie de l'impôt, c'est-à-dire qui sont prélevés sur tous les citoyens, même les plus pauvres? N'est-il pas à craindre que des sociétés d'assurance sur la vie, qui sont des entreprises commerciales, ne cherchent à majorer leurs bénéfices ou les avantages de leurs assurés en complétant leurs polices par des livrets de mutualités de retraite qu'elles pourraient distribuer à leurs assurés?

Une question, non moins intéressante, a été soulevée au sein d'une des sections et adressée au Gouvernement :

Question.

« Les versements que les ouvriers mineurs font, en vue de la retraite, aux Caisses de prévoyance, ne pourraient-ils être encouragés par les subsides de l'État au même titre que les versements faits par l'intermédiaire des mutualités reconnues à la Caisse générale d'épargne et de retraite? »

Réponse.

« Sur 134,039 travailleurs occupés, en 1901, dans les établissements affiliés aux six Caisses belges de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, 19,420 seulement contribuent, à l'aide de retenues sur leurs salaires, aux versements effectués par les associés, à savoir :

18,561 ouvriers dépendant des établissements affiliés à la Caisse
du Centre;

859 ouvriers dépendant des établissements affiliés à la Caisse
du Luxembourg.

Ensemble 19,420 ouvriers, les seuls que la question puisse concerner.

» Les retenues totales sur les salaires de ces ouvriers se sont, en 1901, élevées à fr. 310,343 24, dont :

Caisse du Centre. . . fr. 304,432 55, ou une moyenne de fr. 16 40
par ouvrier;

— du Luxembourg. . . 5,910 69, ou une moyenne de fr. 6 88
par ouvrier.

» Les caisses de prévoyance ont été créées dans le but exclusif de parer aux conséquences des accidents. Ce n'est que peu à peu et malgré les recommandations de leur promoteur, M. Visschers, qu'elles ont accordé des

pensions de retraite. Et, encore, sauf dans la Caisse du Couchant de Mons, qui, depuis le 30 septembre 1901, comprend une section de retraite, les pensions aux vieux ouvriers ne font pas l'objet d'une rubrique spéciale des statuts, mais sont rangées dans la catégorie des secours extraordinaires.

» L'importance relative des sommes consacrées aux victimes d'accidents et aux retraités varie beaucoup d'une caisse à l'autre. Comme le montre le tableau suivant, dans les caisses de Liège et du Centre, les pensions de retraite sont prédominantes.

	SUR 100 FRANCS ACCORDÉS EN 1901	
	les accidents interviennent pour	les retraites interviennent pour
Caisse de Liège	57 »	65 »
— du Centre.	47 »	53 »
— du Couchant de Mons. . . .	66 »	34 »
— de Charleroi.	75 »	25 »
— du Luxembourg	83 »	17 »
— de Namur	99 75	0 25

» En admettant que les versements se répartissent entre les deux catégories de secours, dans la proportion des chiffres ci-dessus, on aurait pour la part des retenues sur les salaires des ouvriers du Centre et du Luxembourg qui alimente la section de retraite :

» Dans le Centre, $\text{fr. } 304,432.55 \times 0,55 = \text{fr. } 161,349.28$, ou une moyenne de fr. 8.69 par tête;

» Dans le Luxembourg, $\text{fr. } 3,910.69 \times 0,17 = \text{fr. } 1,004.82$, ou une moyenne de fr. 1.17 par tête.

» Il n'y a, d'autre part, aucune assimilation à établir entre la Caisse générale d'épargne et de retraite et les Caisses de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs.

» Dans la première, les pensions de retraite sont proportionnelles aux versements. Ceux-ci sont facultatifs et leur montant est laissé au gré de l'intéressé, dans les limites statutaires.

» Dans les Caisses de prévoyance, les pensions de retraite sont calculées d'après un tarif fixe, qui tient compte des années de service et de la qualité de l'intéressé, mais absolument pas de la quotité de ses versements. Les retenues sur les salaires, où elles existent, sont obligatoires; elles représentent un certain pourcentage de ceux-ci : $1 \frac{1}{4} \%$, en tout, dans le Centre; $\frac{1}{4} \%$ dans le Luxembourg, et ne peuvent être majorées à la volonté des ouvriers. Une majoration serait du reste sans effet sur le taux de la pension; et les Caisses ne pourraient accepter des versements supplémentaires qu'à titre de dons gratuits à l'institution. »

Les observations que formule la réponse du Gouvernement, sont-elles de nature à empêcher que, dans les bassins où des retenues sont opérées sur les

salaires, ces retenues, dans la mesure où elles sont afférentes à la constitution de pensions de retraite, soient majorées par des subsides de l'État? Cette impossibilité n'apparaît pas à plusieurs membres de la Section centrale.

La Section centrale croit également utile d'attirer l'attention du Gouvernement sur certaines critiques particulièrement autorisées dirigées contre la loi du 23 juin 1894. Elles concernent :

1^o Le droit que l'article 17 de la loi confère aux sociétés de pouvoir, dans des cas déterminés, autoriser le remboursement à un sociétaire de la totalité ou d'une partie des cotisations qu'il a versées, mais déduction faite des sommes qui peuvent lui avoir été attribuées. « Cette stipulation, dit M. Lepreux, est à la fois anti-mutualiste et éminemment dangereuse »; 2^o la barrière que ce même article 17 oppose à la reconnaissance légale des mutualités qui, fondées sur des bases scientifiques, tiennent compte de ce que le risque maladie varie avec l'âge et constituent en conséquence à chaque membre sa réserve individuelle, indépendante des réserves mathématiques.

« Pour corriger ces imperfections de l'article 17, il suffirait, dit M. Lepreux, de reprendre, en la modifiant quelque peu, la formule proposée par M. Helleputte, dans la séance de la Chambre des Représentants du 7 juin 1894, au cours de la discussion de l'article 17 et de dire :

» « Les statuts peuvent autoriser le remboursement à un sociétaire de la
» totalité ou d'une partie de ce qui lui revient dans l'actif de la société.

» » Les statuts fixent les conditions auxquelles ce remboursement doit être
» subordonné. »

» D'autres articles de la loi devront subir des modifications analogues; tel est, notamment, l'article 30 qui, dans le cas de dissolution, énonce les conditions de la répartition de l'actif disponible après extinction des charges.

» Son premier alinéa est ainsi libellé :

» « Le surplus de l'actif sera réparti entre les membres effectifs appartenant
» à la société, depuis un an au moins, au jour de la dissolution, d'après les
» proportions déterminées par les statuts, ou, à défaut de dispositions
» spéciales, au prorata des cotisations payées par chacun d'eux depuis son
» entrée dans la société. »

» Il devrait être modifié de la façon suivante :

» « Le surplus de l'actif sera réparti entre les membres effectifs appartenant
» à la société depuis un an au moins, au jour de la dissolution. Cette répar-
» tition se fera proportionnellement à la part respective des membres dans
» l'avoir de la société (1). » »

(1) O. LEPREUX, directeur général de la Caisse générale d'épargne et de retraite, *De la nécessité de réviser la loi du 23 juin 1894 relative aux sociétés mutualistes*. Bruxelles, Impr. Laurent, 1904.

LES MINES. — LE SERVICE GÉOLOGIQUE.

Déférant au désir d'une des sections, la Section centrale a adressé à M. le Ministre la question suivante :

Question.

« Toute concession nouvelle de mine sera-t-elle subordonnée au vote définitif de la loi en préparation ? »

Réponse.

« L'intention du Gouvernement est de n'accorder aucune concession avant que le Parlement ait été saisi d'un projet de loi sur les mines. »

L'organisation du service géologique n'a provoqué cette année qu'une seule question, à laquelle la Section centrale a reçu une réponse satisfaisante :

Question.

« N'y aurait-il pas lieu de distinguer, sous la forme de crédits séparés, les dépenses pour le personnel et pour le matériel du service géologique ? (art. 35). »

Réponse.

« Les levés de la carte géologique peuvent être considérés comme terminés, mais il n'en est pas de même du travail de la reproduction des feuilles, confié à l'Institut cartographique militaire, qui ne le sera très probablement que vers la fin de 1904.

» On attend ce moment pour organiser définitivement le service géologique et pour séparer les dépenses du personnel de celles du matériel de ce service. »

C'est à l'unanimité de ses membres présents que votre Section centrale a voté le budget et qu'elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE WIART.

Le Président,
E. NERINCX.



(N^o 79)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

 VERGADERING VAN 8 MAART 1904.

 Begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1904 ⁽¹⁾.

VERSLAG

 NAME'S DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

Het oorspronkelijk ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1904, beliep 20,998,467 frank. Sedert het ontwerp werd ingediend, maakte de heer Minister van Financiën en Openbare Werken aan de Kamer twee amendementen over, die aanleiding gaven tot de hierna volgende brieven en nota's :

Brussel, 11 Februari 1904.

Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, te Brussel.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U over te maken eene nota betreffende een amendement aan de Begrooting van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1904.

Ten gevolge van dit amendement, bedraagt gemeld ontwerp van Begrooting :

1 ^o In gewone uitgaven	fr. 20,133,467 »
2 ^o In buitengewone uitgaven	875,000 »
TE ZAMEN.	<u>fr. 21,008,467 »</u>

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Financiën en Openbare Werken,
 GRAAF DE SMET DE NAEYER.

(1) Begrooting, n^o 4, VIII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren De LANTSHEERE, RENKIN, HUBERT, MADILLE, LAMBILLOTTE en CARTON DE WIART.

NOTA.

Amendement.

CHAPITRE V.	HOOFDSTUK V.
TRAVAIL.	ARBEID.
ART. 18 ^{bis} . — <i>Commission des accidents du travail. — Rémunération des secrétaires.</i>	ART. 18 ^{bis} . — <i>Commissie voor arbeidsongevallen — Bezoldiging der secretarissen.</i>
— <i>Frais divers</i> fr. 10,000 »	— <i>Verschillende kosten</i> . . fr. 10,000 »

Dit artikel is het gevolg van artikel 34 der wet van 24 December 1903, krachtens hetwelk er bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid eene Commissie voor arbeidsongevallen werd ingesteld (koninklijke besluiten van 10 en 15 Januari 1904).

Deze Commissie dient onverwijld te worden in staat gesteld om te handelen, gezien de tijdsbestekken, waarbinnen de besluiten en verordeningen tot welker voorbereiding zij moet bijdragen behooren te worden genomen.

Er hoeft te worden voorzien in de kosten, welke de bij den aanvang talrijke vergaderingen der Commissie zullen verwekken, alsmede in de kosten der actuaariaats-verrichtingen en andere, welke de uitoefening van de haar door de wet toegekende taak zal veroorzaken. Daartoe is een krediet van 10,000 frank noodig.

Brussel, 23 Februari 1904.

Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U te zenden eene nota betreffende eene wijziging in den tekst van artikel 15 des ontwerps van Begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1904.

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

Graaf DE SMET DE NAeyer.

NOTA.

Amendement.

CHAPITRE IV.

POIDS ET MESURES.

ART. 15. — *Matériel. — Frais de la Commission consultative et du Bureau international des poids et mesures. — Frais de la Commission des unités électriques. — Bureau de métrologie. — Missions.* fr. 20,000 »

HOOFDSTUK IV.

MATEN EN GEWICHTEN.

ART. 15. — *Materieel. — Kosten voor de raadgevende Commissie en voor het internationaal Bureau der maten en gewichten. — Onkosten van de Commissie voor de elektrische eenheden. — Bureau van maat- en gewichtkunde. — Zendingen.* . fr. 20,000 »

Ter uitvoering der wet van 30 October 1903, werd bij koninklijk besluit van 28 December laatstleden eene Commissie voor de elektrische eenheden aangesteld.

Om de kosten van de verrichtingen dezer Commissie te kunnen betalen, dient de tekst van artikel 15 te worden gewijzigd door bijvoeging der woorden :

« *Onkosten van de Commissie voor de elektrische eenheden.* »

Het cijfer der toelage blijft onveranderd.

*
* * *

Ten gevolge van deze amendementen, is dus het oorspronkelijk cijfer der Begroting verhoogd met 10,000 frank, voor de gewone uitgaven, en gebracht op het eindcijfer van 21,008,467 frank, of 20,133,467 frank voor de gewone en 875,000 frank voor de buitengewone uitgaven.

Wellicht is het belangrijk te herinneren dat in 1895, toen het Ministerie van Nijverheid en Arbeid tot stand kwam, de Begroting slechts 2,671,965 frank bedroeg. De kredieten, toegekend voor het dienstjaar 1903, beliepen 19,696,500 frank, zijnde 19,571,500 frank voor de gewone en 125,000 frank voor de buitengewone uitgaven.

Voor dit jaar is er dus eene verhoging van 561,967 frank op de gewone en 750,000 frank op de buitengewone uitgaven, dus te zamen eene verhoging van 1,311,967 frank.

De voornaamste verhoogingen van krediet op de gewone uitgaven betreffen artikel 9, rakende het nijverheids-, beroeps-, handels- en huishoudonderwijs (250,000 frank meer), en artikel 25, waarin worden voorzien toelagen aan erkende maatschappijen tot onderlingen bijstand die ten doel hebben de aansluiting harer leden bij de Algemeene Lijfrentekas (300,000 frank verhoging).

Anderzijds worden dit jaar de buitengewone uitgaven verzwwaard met twee nieuwe kredieten : 700,000 frank als toelage aan de Commissie, belast met

de regeling van de Belgische deelneming aan de Wereldtentoonstelling te Saint-Louis, en 50,000 frank als toelage aan de hogere Commissie tot bescherming der internationale Wereldtentoonstelling, in 1905 te Luik te houden, ter gelegenheid der 75^e verjaring van 's lands Onafhankelijkheid.

Den 11ⁿ November 1903 onderzochten de afdeelingen het ontwerp van Begrooting.

Alle keurden het ontwerp goed : de 1^{ste} eenparig behalve eene onthouding; de 2^e, de 4^e en de 5^e eenparig; de 3^e eenparig min eene onthouding; de 6^e met 8 stemmen tegen 6 en eene onthouding.

De verslagen vermelden slechts weinig aanmerkingen, welke door de Middenafdeeling aandachtig werden onderzocht.

Toch kwam het onnoodig voor om in dit verslag de bedenkingen over te nemen, die werden uitgebracht door de Middenafdeelingen van 1902 en 1903, inzonderheid over de koopvaardijvloot, het technisch onderwijs en de beroepsverenigingen. Deze bedenkingen hebben niet al hare nieuwigheid verloren, doch het vluchtig onderzoek der begrootingen voor 1902 en 1903 in de Kamer schijnt deze herhalingen niet te billijken.

HET SCHOOLSCHIP.

In het verslag voor 1903 werd aangegeven als een der middelen tot opbeuring van onze aan getalsterkte steeds volstrekt onbeduidende koopvaardijvloot, het inrichten van een schoolschip. Als nakend sprak het van de verwezenlijking van dit denkbeeld, verdedigd door den betreunden gouverneur van West-Vlaanderen, graaf Ch. d'Ursel, volgens welk denkbeeld onze jonge medeburgers die in het zeewezen willen treden, een « werktuig » zouden verwerven dat hun in staat zou stellen gemakkelijker dan thans te beantwoorden aan de vereischten der zeevaart — als scheepsjongen, leerling matroos, officier, schipper, eerste luitenant — hun opgelegd om te worden toegelaten tot de examens ter scholen te Antwerpen en Oostende.

Dank aan bijzonderen ondernemingsgeest, gesteund door de Regeering, kreeg het denkbeeld een begin van uitvoering, en, te oordeelen naar de inleidingsnota voor het ontwerp van Begrooting, is eene aanzienlijke toelage voorzien tot doelmatige inrichting en werking van een schoolschip, toegerust door de Belgische vereeniging voor zeevaart.

Het cijfer van die toelage wordt niet opgegeven. Het is begrepen in het cijfer van 1,700,000 frank, overeenkomend met artikel 9, dat luidt :

« *Nijverheids-, beroeps-, handels- en huishoudonderwijs; toelagen, materieel, kosten wegens examens. — Beroeps-museums, zendingen, commissiën, studiën, reisbeurzen in 't belang van nijverheid, handel, nijverheids-, beroeps- en huishoudonderwijs. — Toelagen voor tentoonstellingen of afdeelingen van tentoonstellingen die belang opleveren voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. — Verschillige uitgaven. — Onderzoek naar den toestand van den middelstand (inbegrepen eene som van 25,000 frank als tijdelijke last).* »

Naar aanleiding daarvan, stelde de Middenafdeeling zich de vraag of het geen bezwaar oplevert zulke uiteenlopende voorwerpen, welker verwarring de Regeering veroorlooft tot overdrachten ten bedrage van 1,700,000 frank, onder een enkel artikel te vereenigen.

Dienaangaande stelde de Middenafdeeling den heer Minister van Nijverheid en Arbeid onderstaande vraag :

Vraag.

« Denkt de Regeering niet dat het raadzaam ware de kredieten, die tot een bedrag van 1,700,000 frank zijn vermengd in artikel 9 der Begrooting, te splitsen in afzonderlijke kredieten? »

Antwoord.

« Het schijnt niet noodzakelijk het krediet onder artikel 9 te splitsen in onderscheiden kredieten, vermits de desbetreffende uitgaven in de toelichting der Begrooting genoeg zijn afgezonderd onder zeven verschillende littera's. De uitgaven, onder artikel 9 voorzien, vormen slechts eene enkele som, zooals overigens die van artikelen 7 en 10, om deze reden dat zij tevens gelden voor den Dienst van Nijverheid en den Dienst van het nijverheids- en beroepsonderwijs, evenzeer als al de uitgaven onder hoofdstuk III der Begrooting. »

Zonder het stelsel van afzondering der kredieten tot het uiterste te willen drijven, en aangenomen dat zekere rekbaarheid bij hare besteding soms nuttig kan wezen, toch kan de Middenafdeeling dit antwoord niet voor volkomen bevredigend houden. Zoo schijnt het *Onderzoek naar den toestand van den middelstand*, ofschoon verbonden aan den Dienst van Nijverheid en den Dienst van het nijverheids- en beroepsonderwijs, geschikt om een afzonderlijken tekst te billijken, welke tekst wellicht beter op zijne plaats zou staan in de sectie der buitengewone uitgaven.

Betreffende de inrichting van het schoolschip, werd door de Middenafdeeling gevraagd om inlichtingen, des te noodzakelijker daar de inleidingsnota tot de Begrooting er niets over zegt.

Vraag.

« Wat zal het onderwijsprogramma aan boord van het schoolschip zijn? Strekt dat onderwijs tot opleiding van matrozen, bootslieden of officieren? » Welke voorwaarden zal men stellen voor het toelaten van leerlingen? »

Antwoord.

« Het programma voor het onderwijs aan boord van het schoolschip bevat een theoretisch en een practisch gedeelte : tot het theoretisch onderwijs

behooren : Fransch, Nederlandsch, Duitsch, Engelsch, handelsrekenkunde, meetkunde, stekunde, driehoeksmeting, begrippen van natuurkunde, van scheikunde, van natuurkunde der aardglobe, het bestudeeren van stoomtuigen en van scheepsbouw, aardrijkskunde en geschiedenis in handelsopzicht, koophandel, vergeleken zeevaart- en handelsrecht, staathuishoudkunde, wetten over tolwezen, gezondheidsleer, teekenkunde, zeevaarkunde en gymnastiek; het practisch onderwijs bevat al de verrichtingen voor het besturen van zeeschepen.

» De instelling strekt om de jongelingen den termijn van zeevaart, vereischt tot verwerving van het brevet als eersten luitenant ter lange omvaart, doelmatig gansch of gedeeltelijk te laten uitdoen, ze op te leiden in den zeehandel en hunnen ondernemingsgeest te ontwikkelen. Dus zal het schoolschip en zeeofficieren en handelaars ter zee opleiden.

» Ziehier de vereischten, opgelegd aan hen die wenschen te worden opgenomen :

- » 1^o Zestien jaar oud zijn ;
- » 2^o Belg zijn, of in België geboren ;
- » 3^o Een ingangsexamen kunnen afleggen over de vakken die het programma der derde handelsklas (moderne humaniora) uitmaken ;
- » 4^o Geschikt zijn voor het matrozenberoep en minstens 1^m43 lang.

» Zij moeten inleveren :

- » 1^o Een uittreksel uit hunne geboorteakte ;
- » 2^o Een bewijs van koepokinenting ;
- » 3^o Eene op zegel geschreven machtiging van vader, moeder of voogd, om schep te mogen gaan ;
- » 4^o Een bewijs van gezond zenuwgestel ;
- » 5^o Een door leerling en vader, moeder of voogd onderteekend getuigschrift dat hij al of niet zwemmen kan.

» Ten slotte wordt de candidaat onderzocht door den scheepsgeneesheer, in bijzijn van den afgevaardigde der reeders en dien der Regeering. »

Uit deze inlichtingen blijkt dat het schoolschip een twee- zooniet een drievoudig doel zal hebben : de jongelingen in staat te stellen om onder de beste omstandigheden den termijn van handelszeevaart uit te doen, die door de reglementen onzer scholen wordt vereischt, — hen die handel ter zee willen drijven, practisch onderricht laten verwerven. Voor hen die niet van plan zijn matroos te worden of handel ter zee te drijven, zullen door het onderwijs en de reizen met het schoolschip ruimer vooruitzichten worden geopend, wat wellicht zal bijdragen om ons eene duchtige voorwacht te bezorgen, tot uitbreiding onzer buitenlandsche betrekkingen.

Een lid der Middenafdeeling verlangt nog meer. Hij hoopt dat het schoolschip in zekere mate onze vlag en ons voortbrengend vermogen beter in den vreemde zal doen kennen en waardeeren. Hij denkt dat, in sommige aanleghavens, voordrachten over België met nut kunnen worden gehouden door het onderwyzend personeel van het schoolschip.

Wat er van dit denkbeeld ook moge worden, voor het nieuw schoolschip

zal de hoofdtak zijn, ons nieuwe officieren ter zee te bezorgen. Wij zeggen officieren en niet matrozen, bootslieden noch schippers. Het onderwijs-programma, waarvan het antwoord der Regeering ons een denkbeeld geeft, en het schoolgeld, dat tamelijk hoog schijnt te zullen wezen, kunnen dienaangaande geen twijfel laten bestaan.

Welnu, — en dat hoofdbezwaar werd door vele leden der Middenaf-deeling ingebracht, — tellen wij in België niet reeds te veel officieren ter zee die geene betrekking vinden?

Ieder jaar leveren de zeevaartscholen te Antwerpen en Oostende talrijke brevetten af. In de twee jongste jaren, 1902, onderverdeeld als volgt :

	Lange omvaart.			Kustvaart.
	Kapiteins.	1 ^{ste} luitenanten.	2 ^e luitenanten.	Luitenanten.
1902. . . .	12	13	31	8
1903. . . .	4	24	25	2
	16	37	56	10

Al deze officieren kunnen op verre na niet hunnen dienst en hunne kennis aanwenden. Te Antwerpen worden slechts door een twintigtal schepen Belgische officieren aangenomen, en een onzer vakmannen bewees drie of vier jaar geleden, dat er op 1,000 Belgische zeelieden 350 zijn die een diploma als officier hebben.

Is het raadzaam in zulke omstandigheden nog meer officieren ter zee aan te kweeken, vermits zij aan den vasten wal blijven gekluisterd of geringe betrekkingen moeten aanvaarden?

In een onlangs verschenen vlugschrift ⁽¹⁾ behandelt de heer Alexis Du Moulin deze tegenwerping, waarvan hij zich het gewicht niet ontveinst.

Eerst en vooral herinnert hij dat, krachtens de wet, de schepen die onze vlag voeren — een zestigtal — een Belg als aanvoerder moeten hebben. Doch de wet voorziet eene ontslagings, die den reeder kan toegestaan worden, zoo hij onmogelijk Belgische officieren kan vinden. Doch tweemaal op drie beroepen onze reeders zich op die zoogezegde onmogelijkheid, die, zoo verzekert de heer Du Moulin, enkel de uitdrukkelijke of stilzwijgende eischen der verzekeringsmaatschappijen verbergt. De Regeering dringt niet aan, en zoo kan deze niet meer toegepaste wet zonder bezwaar worden ingetrokken.

Hij voegt er bij dat het schoolschip geene aanspraak mag maken op het doen ontstaan van nieuwe roeping noch beweren nog meer toe te voegen aan de getalsterkte die onze zeevaartscholen reeds opleveren. Verre van daar. Men dient deze scholen aan te vullen en de theoretische en praktische waarde te vermeerderen van hen die het hebben gemunt op een brevet voor lange omvaart, behoudens dezer getal te beperken.

« Zegt immers niet het reglement onzer zeevaartscholen te Antwerpen en

⁽¹⁾ ALEXIS DU MOULIN, *Le navire-école belge*. Brussel, drukkerij Breuer, 38, Trierstraat 1904.

Oostende, herzien door het koninklijk besluit van 13 Februari 1868 :
Artikel 19 : « Lessen van toepassing en practijk worden zooveel mogelijk ieder jaar gegeven aan boord van een koopvaardijship; het tijdstip en de duur van dien bijzonderen leergang worden bepaald door het bestuur der school, onder goedkeuring van den minister.

» De dringende nood om onze officieren ter zee in hun vak op te leiden, ontstond dus niet sedert kort; doch het artikel van het inrichtingsreglement der scholen, dat dit punt regelde, bleef eene doode letter, omdat er nooit een koopvaardijship werd gevonden dat zich tot dergelijke onderrichting wilde leenen.

» Derhalve wordt door het schoolschip eene sedert dertig jaar bestaande leemte aangevuld. »

Thans gaat de jongeling die zich op de zeevaart toelegt, scheep en doet den termijn uit, door de reglementen vereischt om het brevet als officier te verwerven. Doch in welke voorwaarden kan hij die twee of vier jaar varen? Aan boord van meesttijds vreemde schepen, waar zelden iemand is die zich bekreunt om zijne opleiding in het vak. Nadien gaat hij naar eene onzer scholen, op het tijdstip des jaars dat hem past, en legt zich in weinige maanden toe op het examen dat hem voor de jury zal brengen. Niet het geringste bezwaar van dit stelsel is dat alle samenhang uit ons zeevaartkundig onderwijs verdwijnt, alsmede de gehechtheid aan het vak en de tucht.

Dat stelsel wordt verbeterd door het schoolschip, omdat het onze toekomstige officieren zal veroorloven hunnen leertijd uit te doen op een koopvaardijship, waar zij middel zullen vinden om hunne kunde te onderhouden en uit te breiden. Volgens den heer Du Moulin, zal het in 't begin ieder jaar weinig meer dan een tiental eerste officieren voor lange omvaart opleveren. 't Is te voorzien dat anderen makelaar, agent voor zeezaken of reeder zullen worden, daarbij de kostbare kennis medebrengende, verworven door reizen en een methodisch onderwijs in handel en zeevaart.

Eene andere tegenwerping is : Kan het schoolschip ook onderofficieren aankweeken? Er wordt geantwoord dat op koopvaardijshippen de schipper en de bootsman doorgaans gewezen matrozen zijn. Dezer opleiding is niet te verwarren met die van officieren.

Er kan, ten slotte, eene laatste bedenking ontstaan :

Waarom werd het schoolschip niet door den Staat alleen uitgerust?

Dat hadde erge bezwaren opgeleverd. Redelijkerwijs kan de Staat niet zelf een koopvaardijship uitrusten en gebruiken. Anderzijds konden de leerlingen op een eenvoudigen kruiser of op een oorlogsbodem niet practisch worden onderwezen in de koopvaardij, met name het bevrachten, de contracten, het stouwen en bewerken der goederen. Ook is het verheugend dat de bijzondere ondernemingsgeest deze taak opvatte. Het rechtstreeksch belang dat zaakvoerders en onze groote nijverheidsfirma's zullen stellen in het schoolschip, zal meer hunne aandacht vestigen op de trapsgewijze uitbreiding onzer koopvaardijvloot, terwijl het voor de leerlingen van het schoolschip voordeelig zal zijn in betrekking te komen met onze voornaamste nijveraars en handelaars.

Wellicht dragen deze opmerkingen bij om de nieuwe inrichting beter bekend te maken : ten minste kan men haar niet de verdienste van eene belangwekkende proefneming ontzeggen. Daarom alleen is het billijk dat de Staat ze aanmoedigt, zooals hij doet met elke inrichting van technisch onderwijs.

Doch voorzeker ware 't zonder den waard gerekend, zoo men van deze instelling alleen de opbeuring onzer koopvaardijvloot verwachtte.

Werven van matrozen en officieren is niet alles. Zoo schrijft de heer A. Du Moulin in het door ons aangehaald werk :

« Denken dat alles is opgelost, wanneer onze schepen worden aangevoerd door landslieden, is een te algemeen verkeerd begrip. Officiëren zijn slechts bijzaak; wat vooral inheemsch moet worden, is het uitreeden, dat is het kapitaal en de geest die beschikt over het lot onzer handelszaken. Doch 't is een nuttig werk goede matrozen aan te kweken. »

Gezien de beschermingsgeest, die, na Frankrijk, Rusland, Duitschland, de Vereenigde Staten te hebben overweldigd, schijnt over te slaan naar het Britsche rijk, dienen wij meer dan ooit eerst en vooral te denken aan rechtstreekschen overzeeschen uitvoer onzer voortbrengselen.

Er zijn talrijke en veelzijdige middelen om dien rechtstreekschen uitvoer te bevorderen door het uitbreiden van onze koopvaardijvloot.

Zekere hervormingen zijn aan het zeevaartkundig onderwijs toe te brengen, dus raken zij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. De Middenafdeeling is van oordeel dat in al onze provinciën bijzondere vakken hoeven aangeleerd te worden, voor het opleiden van ingenieurs, stuur- en timmerlieden en machinisten voor zeeschepen.

Eveneens acht zij het nuttig niet enkel goede officieren te vormen, — waartoe het schoolschip zal bijdragen, — maar ook en vooral goede ondergeschikten. Ter Matrozenschool genieten onze zeelieden slechts lager beroepsonderwijs, waarna zij, nog zeer jong, worden overgelaten aan de kans van monsterring, en spoedig vergeten zij een groot deel van wat zij hadden geleerd. 't Is te hopen dat zij vollediger zullen onderwezen worden, en wellicht ware 't nuttig dat onderwijs aan te vullen aan boord van andere schoolschepen.

Bevoegde mannen stellen nog andere middelen voor, doch wij weten dat men het op verre na niet eens is over het in andere landen aangenomen beginsel van bijdrage van den Staat, tot het stichten van vennootschappen voor de lange omvaart. Evenwel mag men zonder voorbehoud aanbevelen het instellen van een Comiteit, belast met de éénmaking der diensten betreffende onze koopvaardijvloot en dezer ontwikkeling, de herinrichting onzer kamers van koophandel of het aanstellen van handelsagenten in den vreemde, ten einde onzen voortbrengers rechtstreekschen uitvoer te vergemakkelijken en terzelfder tijd mag men verlangen dat onze handel- en wisselkantoren in overzeesche landen worden uitgebreid.

HET TECHNISCH ONDERWIJS.

Het hooger handelsonderwijs moet onbetwistbaar een gunstigen invloed uitoefenen op de uitbreiding van handel en nijverheid. Bij de ontvangst op 1 Januari 1903, vestigde de Koning de welwillende aandacht der Kamers op dit onderwijs, en wees op den vooruitgang der Duitsche scholen. In deze scholen worden vreemde landen wetenschappelijk bestudeerd in een huishoudkundig opzicht, door lessen over handels- en nijverheids-statistiek, gepaard met lessen over geschiedenis, handel, handelsaardrijkskunde, koloniale politiek

Van nu af aan mogen wij met genoegen doen uitschijnen dat ons hooger handelsonderwijs zijn aandeel heeft in de heerlijke uitbreiding van het technisch onderwijs, sedert enkele jaren verwezenlijkt.

In 1886 waren er in België 86 technische scholen, waaronder eene enkele hogere school voor koophandel. Volgens het jongste verslag, door het Departement uitgegeven, belooft dat cijfer thans 579 technische scholen, waaronder 7 hogere scholen voor koophandel : eene te Antwerpen, twee te Bergen, eene te Brussel, eene te Leuven, eene te Luik en eene te Gent.

In die scholen beoogt men het opleiden van handelaars en agenten, die naast uitgestrekte algemeene kundigheden ook aanmerkelijk en op onderscheidene wijze in de toepassing zijn bedreven.

« Al die scholen, zegt de heer Van Caenegem, bestuurder der hogere school voor koophandel en handelsrecht te Bergen, verwezenlijken het minimum van het programma, door de Regeering geëischt; alle leveren ernstige waarborgen op en sommige hebben als inrichting, leerstelsels of wetenschappelijke waarde van het onderwijzend personeel niets te benijden aan de scholen van dien aard, welke in Duitschland « Handelshochschulen » heeten; dien zelfden titel zullen zij mogen eischen, wanneer zal verwezenlijkt zijn het denkbeeld van sommigen, om, evenals in Duitschland, onze hogere scholen in twee soorten te splitsen : De « Hogere scholen voor koophandel » en de « Handelshoogescholen ⁽¹⁾. »

Voor het technisch onderwijs in elken graad zijn er verzamelingen of museums noodig, opdat de leeraars hun onderwijs practisch zouden kunnen toelichten en opdat de leerlingen rechtstreeks de bijzonderste voortbrengselen, werktuigen of materialen zouden kennen, die in eenig verband staan met het doel hunner studiën.

Thans bestaat te Brussel, in het Paleis van het Halve-Eeuwfeest, een begin van nationaal Nijverheidsmuseum, hetwelk, naar de opvatting van den stichter, den achtbaren heer Nyssens, een stelselmatig gerangschikt geheel moest worden van stalen, specimen's, modellen, teekeningen, de verschillende grondvormen onzer nijverheidsvoortbrengselen, derwijze om Belgen

(1) *Commerçants de l'avenir et Commerçants d'avenir*, door priester Van Caenegem. Ath, Coppin-Goise, 1905.

en vreemdelingen, handelaars en nijveraars, publiek en schooljeugd bekend te maken met onze voornaamste fabricaten, de plaatsen waar zij worden vervaardigd, de voorwaarden van verkoop. Deze instelling, aangevuld door ernstige statistieken over onze nijverheidsvoortbrenging, moest terzelfder tijd de taak verlichten van vele onzer openbare diensten, namelijk bij het opmaken en toepassen van de handelsverdragen en toltarieven.

Hetzij de lokalen in het Paleis van het Halve-Eeuwfeest, voorloopig ter beschikking van den Minister van Nijverheid en Arbeid gelaten, ontoereikend voorkwamen, hetzij de noodige geldoffers om dit Nijverheidsmuseum voorgoed in te richten buiten verhouding schenen tot de praktische voordelen, door deze instelling op te leveren. de Regeering gaf geen gevolg aan het denkbeeld van den achtbaren heer Nyssens. Is dat denkbeeld zekeren dag te verwezenlijken? Zonder de toekomst te willen vooruitloopen, is het evenwel te wenschen dat de reeds bijeengebrachte verzamelingen worden bijgehouden en aangevuld, zooveel als de middelen der Begrooting veroorloven.

In den tekst van artikel 9 der Begrooting voor 1904 zijn voor de eerste maal de *Beroepsmuseums* vermeld. Daar de inleidingsnota daarover geene inlichting geeft, vroeg de Middenafdeeling aan de Regeering wat deze « Beroepsmuseums » zijn.

Antwoord.

« Het Departement van Nijverheid en Arbeid beschermde tot hiertoe twee inrichtingen van dien aard : 1^o het Museum voor nijverheids- en beroepsonderwijs te Charleroi, ingesteld door de provincie Henegouw; 2^o het Museum voor nijverheidskunst, dat eerlang te Gent wordt tot stand gebracht door de Vereeniging voor nijverheids- en versierkunsten, onder bescherming van het stedelijk bestuur aldaar. »

De Middenafdeeling kan niets anders dan de Regeering aanzetten om op dezen weg voort te gaan. Ook wijst zij op het nut van bijzondere beroepsmuseums, in te richten in steden waar eene plaatselijke nijverheid bestaat, en bestemd om werkgevers en arbeiders in te wijden in de geschiedenis dezer nijverheidstakken. Hier kunnen provincie- en gemeentebesturen, alsmede groepen van vakmannen, nuttig optreden, behoudens toelagen aan den Staat te vragen.

WERKMANSWONINGEN.

Op 't oogenblik dat bij de Kamer is ingediend een ontwerp om de wet van 9 Augustus 1889 uit te breiden tot nieuwe klassen van burgers, is het niet onbelangrijk te wijzen op den vooruitgang, sedert 1890 verwezenlijkt in zake van goedkoope woningen.

Eene door de Regeering aan de Middenafdeeling medegedeelde statistiek geeft per provincie het getal op van de vennootschappen voor goedkoope woningen op 31 December 1902.

PROVINCIE.	GETAL GESTICHTE VENNOOTSCHAPPEN												VENNOOTSCHAPPEN				TOTAAL vennoot- schappen op 31 December 1902.			
	vóór 9 Augustus 1889.	van 9 Augustus tot 31 Dec. 1889.	in 1890.	in 1891.	in 1892.	in 1893.	in 1894.	in 1895.	in 1896.	in 1897.	in 1898.	in 1899.	in 1900.	in 1901.	in 1902.	voor krediet.		voor 't bouwen.	naamlooze.	samenwerkende.
Antwerpen	1	»	»	»	4	»	»	1	»	»	»	1	2	»	1	5	5	10	»	10
Brabant	4	»	1	2	7	8	2	2	*2	3	2	6	1	4	5	28	19	40	7	47
West-Vlaanderen . .	»	»	»	1	4	2	»	»	5	4	2	»	»	2	1	10	9	18	1	19
Oost-Vlaanderen . .	»	»	»	2	»	1	2	»	»	2	4	2	»	»	»	11	2	12	1	13
Henegouws	1	»	1	6	3	6	3	2	2	4	2	1	1	4	2	50	8	36	2	58
Luik	3	»	»	1	4	1	1	2	»	»	»	1	1	»	1	9	6	15	»	15
Limburg	»	»	»	»	1	3	3	5	1	1	2	»	1	2	»	14	3	16	1	17
Luxemburg	»	»	»	»	1	1	1	»	»	2	2	»	»	»	»	6	1	7	»	7
Namen	1	»	»	3	3	1	»	»	»	4	1	1	»	1	1	13	3	15	1	16
HET RIJK.	10	»	2	15	27	25	12	10	8	20	15	12	6	15	9	126	56	169	15	182

* L'Union, te Laeken : liquideerde. *Staatsblad* van 1 Maart 1902, akte n^o 8490.

In eene tweede tabel kan de Kamer nagaan welke verrichtingen tot 31 December 1902 werden gedaan door de vennootschappen voor werkmanswoningen, vermeld in het verslag der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas :

Verrichtingen, tot 31 December 1902, gedaan door de vennootschappen voor werkmanswoningen, vermeld in het verslag der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

PROVINCIE.	NAAMLooZE VENNOOTSCHAPPEN				SAMENWERKENDE VENNOOTSCHAPPEN.				TOTAAL der VERRICHTINGEN.	
	voor krediet.		voor het bouwen.		voor krediet.		voor het bouwen.			
	Aantal.	Verrichtingen.	Aantal	Verrichtingen	Aantal.	Verrichtingen.	Aantal.	Verrich- tingen.		
Antwerpen	4	1,897,864 22	4	708,517 09	»	»	»	»	8	2,606,381 31
Brabant	20	5,106,474 55	8	758,557 39	4	1,297,295 51	»	»	32	7,162,327 45
Oost-Vlaanderen . . .	9	510,433 20	9	347,528 13	1	46,241 56	»	»	19	904.202 89
West-Vlaanderen . . .	10	1,748,187 12	1	49,988 78	1	34,268 57	»	»	12	1,852,444 47
Henegouw	27	17,710,072 80	6	341,545 74	2	1,606,071 75	»	»	35	19,657,690 29
Luik	8	9,091,551 56	1	36,354 65	»	»	»	»	9	9,127,886 21
Limburg.	13	1,542,987 68	3	89,149 28	1	270,694 05	»	»	17	1,902,831 01
Luxemburg.	6	2,717,106 76	1	23,579 95	»	»	»	»	7	2,740,686 69
Namen	12	7,016,789 93	2	160,020 58	»	»	»	»	14	7,176,810 51
HET RIJK.	109	47,341,467 82	35	2,515,221 57	9	3,254,571 44	»	»	153	53,111,260 83

In eene goed gestaafde studie van de heeren G. Mahaim, hoogleeraar te Luik, en O. Velghe, bestuurder bij het Ministerie van Landbouw (¹), treft men andere even belangwekkende cijfers aan, waaruit blijkt welke groote offers de Staat zich getroostte, toen hij aan de werkende klasse vermindering op het registratie- en het overschrijvingsrecht, alsmede vrijdom van hoofdelijken aanslag verleende. Juist die offers leggen uit hoe het komt dat er zooveel vennootschappen voor werkmanswoningen werden gesticht.

Van 1890 tot 1901, bedroeg de vermindering fr. 2,196,252.97 voor den verkoop van onroerende goederen, op den voet van 64,593,920 frank, en voor akten van leening, 447,591 frank op 59,678,800.

Het aantal werkmanshuizen, ontslagen van personeele belasting, steeg onafgebroken sedert 1893, toen het 100,100 bedroeg, tot 143,567 in 1901, dus in zeven jaar eene opoffering van 8,566,207 frank.

Dat is het onrechtstreeks deel, door den Staat genomen in het bouwen van werkmanswoningen; dus over 't geheel fr. 11,210,050.97.

De statistiek leert ons ook dat tijdens de twaalf jaar na afkondiging der wet, eigenlijke werklieden voor 64,593,920 frank onroerende goederen aankochten en 59,678,800 frank ontleenden. Eerstgemelde som diende zoowel tot het aankopen van bouwgronden als van reeds gebouwde huizen. Een deel van de tweede som werd besteed aan uitbetaling van den koopprijs van reeds gebouwde woningen en een nog aanzienlijker deel was bestemd tot het bestrijden van de kosten voor het bouwen van huizen, op de daartoe aangekochte gronden.

Wil men weten hoeveel van 1890 tot 1901 werd besteed voor het verspreiden van den geringen eigendom onder de werkende klasse, dan is dit laatste deel te voegen bij de som van 64 millioen, zijnde de waarde der aangekochte onroerende goederen. Het ontbreekt aan gegevens om het volkomen juist te bepalen, doch buiten kijf mag zij geraamd worden op minstens 33 of 40 millioen, wat de gansche som, door eigenlijke werklieden tot 31 December 1901 besteed voor den aankoop hunner woning, op meer dan 100 millioen brengt. Thans (September 1905), uitgaande van de cijfers der jaren 1900 en 1901, moet die som meer dan 150 millioen bedragen.

Gezien er op 31 December 1902, 23,447 hypotheekschuldigen waren bij de vennootschappen die waren aangesloten bij de Spaarkas, mag men het getal huizen, sedert de wet van 1889 gebouwd of aangekocht door werklieden en grootendeels dank aan de voordeelen dier wet, ramen op meer dan 30,000.

Voor al sedert 1896 nam dit cijfer toe, en de naamlooze kredietvennootschappen legden de meeste werkdadigheid ten koste.

Er is waargenomen dat de Walenstreken, in zake van werkmanswoningen, doorgaans bewijs geven van een voorzorgzin, welke in de Vlaamsche streken niet in dezelfde mate bestaat.

(¹) MAHAÏM en VELGHE, *Verslag over het vraagstuk der werkmanswoningen in België*, overgelegd op het Internationaal Congres voor gezondheid en volksbeschrijving. Brussel, September 1905.

DE WET EN HET TOEZICHT VAN DEN ARBEID. — ONVRIJWILLIGE WERKSTILSTAND.

In de afdeelingen werden vragen gesteld over het invoeren van de wekelijksche rust, bij wetsbepaling. Daar eene bijzondere Commissie zich thans met deze zaak bezig houdt, achte de Middenafdeeling het niet raadzaam daarbij stil te blijven. Dat was ook het geval met de voorstellen om de rechtsmacht der werkrechters uit te strekken tot handelsbedienden.

Anderzijds acht zij het nuttig de belofte te herinneren, die de Regeering bij de Begrooting van 1903 deed, om eerlang een ontwerp van herziening der inrichtingswet voor de Raden van nijverheid en arbeid in te dienen, en de machten uit te strekken, haar verleend door de wet van 2 Mei 1899, betreffende de veiligheid en gezondheid der werklieden in handels- of nijverheidsondernemingen.

Ten slotte drukt zij den wensch uit dat er eerlang koninklijke besluiten zullen genomen worden, ten aanzien der beslissingen, door den Hoogerem Raad van arbeid genomen voor het werk van vrouwen en kinderen in de katoen- en in de vlasnijverheid.

Men weet dat de wet van 15 December 1889 op het werk van vrouwen, kinderen en jongelingen in nijverheidsgestichten, in haar artikel 4 voorziet dat bij koninklijke besluiten worden bepaald de duur van het dagwerk alsmede de duur en de voorwaarden van rust der « beschermde » personen, 't is te zeggen van kinderen en jonge lieden beneden 16 jaar, van meisjes of vrouwen boven 16 en beneden 21 jaar, — alles naar den aard van den arbeid en de behoeften der nijverheid. Artikel 4 voegt er bij dat die koninklijke besluiten geen langeren duur mogen aannemen dan twaalf uren per dag, ingedeeld bij rustpoozen van niet min dan anderhalf uur te zamen.

In 1892 werd, bij koninklijk besluit, genomen ter uitvoering van die wet, het maximum van elf uren en half bepaald voor de vlas-, de katoen-, de kemp- en de jutenijverheid. Dient dat maximum thans te worden verminderd? Die vraag werd in 1897 onderworpen aan den Hoogerem Raad van arbeid, en sedert werden talrijke opsporingen gedaan, onderzoek ingesteld en beraadslagingen gevoerd, die eindelijk uitliepen op het werk van den heer Brants, door eene bijzondere Commissie, samengesteld in den schoot van den Hoogerem Raad, belast haar gevoelen en hare besluiten uit te brengen.

Deze bijzondere Commissie, bestaande uit de heeren Verhaegen, Morel de Boucle-Saint-Denis, de Hemptinne, Seffers, Claeys en Brants, verslaggever, erkende van eerst af aan dat elf uren en half werk in de fabriek, voor opkomende menschelijke wezens meer dan genoeg is en dat het hoogst wenschelijk is het te verminderen, zoodra het kan geschieden.

« Om dergelijk besluit te schragen, zegt het verslag, hoeft men geen langdurend onderzoek in te stellen naar het gezonde van vlasspinnerij noch zijne mindere of meerdere ongezondheid, in vergelijking met andere nijverheidstakken. Het is voldoende een oogslag te werpen op de grondslagen van het onderzoek, ingesteld door doctor Glibert, opziener van den arbeid, alsmede op de beoordeeling van dat onderzoek door de heeren L. Morel en Christophe, om tot de overtuiging te komen dat het hoogst is te wenschen

dergelijken werkdag in zulk midden te verminderen, zelfs al neemt men de gunstigste gegevens aan. »

Overigens worden de zoo duidelijke verklaringen der gezondheidkundigen gestaafd door de bepalingen van « alle » wetten op de nijverheid, in geene van welke het tijdperk van elf uren wordt te hoven gegaan.

Doch hier, evenals altijd, is er af te rekenen met de levensbelangen van 's lands nijverheid en onrechtstreeks met de belangen der werklieden zelve, die daar bezigheid vinden en loon trekken.

Dat is de tegenwerping van huishoudkundigen aard, die men overal in onze maatschappelijke wetten aantreft.

Hoe smartelijk het moge wezen jonge meisjes te doen werken in de vlasnijverheid, welke betreutenswaardige gevolgen dit stelsel ook moge hebben, toch beweert het verslag van den heer Brants niet dat men de geduchte en vaak pijnlijke eischen der internationale mededinging blindelings moet ondergeschikt maken aan geneeskundige of zedelijke redenen.

« Het kleine België, een groot volk op nijverheidsgebied, is volstrekt verplicht eene plaats in den wereldhandel te behouden. Welnu, de kosten der voortbrenging komen op beslissende wijze in aanmerking voor zijn bestaan op dat gebied; en de handelsbescherming, die gestadig toeneemt in de groote landen waartoe het zijne voortbrengselen uitvoert, verbiedt het goed of kwaadschiks dit middel tot mededinging in gevaar te brengen. Weet men wel dat vijf zesden van wat onze vlasnijverheid voortbrengt, worden uitgevoerd? »

Doch zal men beweren dat om den bloei der nijverheid te verzekeren, die de bron zelve van het werkloon is, men moet toelaten dat eene nijverheid wordt bedreven ten koste van onduldbare misbruiken? Moet men, om te blijven bestaan, de levensbronnen zelve in gevaar brengen?

De bescheiden grenzen der door den Hoogerem Raad van den arbeid voorgestelde hervorming nemen, denken wij, alle vrees dienaangaande weg.

De Raad van den arbeid, geplaatst tegen de bijzondere en beperkte vraag: « Moet voor beschermde personen de werkduur in de weversnijverheid worden verlaagd tot elf uren? » durft niet bevestigen dat de vermindering van den werktijd in de vlasspinnerij niet in zekere mate het nuttig uitwerksel van den arbeid zal verminderen, dat schijnt hem niet te duchten voor de wolnijverheid; hij doet een beroep op ieders goeden wil en stelt bij eenparigheid de volgende beslissingen voor :

1^o Beperking van de dagtaak der beschermde personen tot hoogstens elf uren in de vlas-, de kemp- en de juteweaverij;

2^o Beperking van het werk per week, voor beschermde personen, tot hoogstens zeventig uren, met een dag van hoogstens elf en half uren in de katoenweaverij.

De wijze waarop deze besluiten werden onthaald door de nijveraars, huishoudkundigen en werklieden, die waren vertegenwoordigd in de Commissie, waarborgt dat zij uitvoerbaar zijn. Ongetwijfeld zal dit de Regeering aanzetten om eene vraag, die zoozeer hare aandacht verdient, en die zij zelve sedert 1897 stelde, onverwijld op te lossen.

Een ander vraagstuk, insgelijks van dadelijk belang, werd ter Midden-

afdeeling opgeworpen, en wel de verzekering tegen onvrijwilligen werkstilstand, waarmede de gemeenteraden van al onze groote steden zich bezig hielden. Niemand betwist thans nog het « maatschappelijk » gewicht van dergelijke verzekering. Alle huishoudkundigen erkennen dat de ellende onder de werkende klasse ten minste zoozeer ontstaat door onregelmatig dan wel door gering loon. Onder al de oorzaken van deze onregelmatigheid is er geene die meer de aandacht verdient dan onvrijwillige werkstilstand, omdat daardoor niet afgewerkten of onderlingen worden getroffen, zooals bij ongevallen, werklieden die voorloopig of voorgoed geene rol meer vervullen in de nijverheid, maar wel werklieden in de volle kracht, waardoor dezen zoowel zedelijk als lichamelijk worden terncegedrukt.

Op welke wijze kunnen de openbare machten bijdragen tot de verzekering en het risico van den werkmán?

In België schijnt iedereen tegen het stelsel van gemeentelijke verzekeringsfondsen. Met reden acht men het raadzamer deze verzekering te laten inrichten door private personen, onder voorbehoud van toelagen te vragen aan de openbare machten, ten einde dat streven aan te moedigen.

Doch welke instellingen zullen deze verzekering tot stand brengen? De maatschappijen tot onderlingen bijstand? De beroepsverenigingen?

De gemeenteraden van Brussel en voorsteden koesteren twijfel over de levensvatbaarheid van fondsen tegen werkstilstand, in beroepsverenigingen gesticht, omdat daarin enkel personen van een zelfde bedrijf zijn opgenomen. Ware 't niet beter het verschillend risico te vereenigen in eene of meer algemeene mutualiteiten, die hare kracht en levensvatbaarheid juist uit het uiteenlopend risico zouden putten? Van dit denkbeeld uitgaande, hebben deze besturen gevraagd om eene lichte wijziging in de wet van 23 Juni 1894 op onderlingen bijstand, welke wijziging zou veroorloven dat er onder werklieden van verschillend bedrijf doch in eene zelfde plaats, groote mutualiteiten tegen werkstilstand worden opgericht en die wettig zouden erkend worden, wijl dit een beding is tot het verwerven van openbare toelagen. De beperkende tekst van artikel 1 der wet van 1894 weigert aan mutualiteiten tegen werkstilstand de wettelijke erkenning.

Zonder deze wets hervorming af te wachten, hebben talrijke gemeenteraden het hun door de stad Gent gegeven voorbeeld gevolgd.

Deze gemeenteraden bevorderen door middel van toelagen de verzekering tegen onvrijwilligen werkstilstand, ingericht in beroepsverenigingen of syndicaten van ambachten. Doch bleef de rol der gemeentebesturen tot deze aanmoedigingen beperkt, zij zou onvolledig wezen.

Trouwens, tal van werklieden behooren niet tot beroepsverenigingen. Lijden zij evenwel door onvrijwilligen werkstilstand, dan ware het onbillijk ze niet ter hulp te komen, van 't oogenblik dat men het beginsel der openbare tussenkomst ten voordeele der arbeidloozen aanneemt.

Om die moeielijkheid te verhelpen, werd over 't algemeen besloten dat de burgemeester of eene bijzondere commissie den onderstand zouden verstrekken aan hen die tot geen syndicaat behooren, onder dit beding, dat dezen enkel de toelagen zouden erlangen na te hebben bewezen dat zij spaarden om zich in voorkomend geval tegen werkgebrek te vrijwaren.

De toelage aan werkloozen is immers niet te beschouwen als een

liefdegift. Moest de gemeente den werkman die zich zelfden helpt, die « self-help » toepast met het oog op de dagen van werkgebrek, en den werkman die geene andere reden kan doen gelden dan de ontbering waarin hij verkeert door werkgebrek, moest de gemeente beiden op een zelfden voet behandelen, dan zou zij den geest van vooruitzicht en van solidariteit onder de werklieden ontzenuwen, in stede van ze te bevoordeelen.

Maar welke krachtsinspanning dient er te worden geleverd van den werklooze, om zijn recht op hulp te staven?

Het Gentsche stelsel tracht voor de niet in syndicaat vereenigden eene *spaarkas tegen werkgebrek* in te richten. Die spaarkas, vooral voordeelig voor de ambachten bij welke het gevaar van werkgebrek zoo groot is, dat verzekering daartegen niet doelmatig ingericht kan worden, uit hoofde van de al te groote kosten (scheepsslossers, arbeiders aan bouwwerken, seizoen-ambachten), staat open voor al wie geen deel uitmaakt van syndicaten.

De hulp, aan de spaarders verleend, moet volgens dat stelsel dezelfde zijn als die aan de verzekerden : boven de opbrengst van hun sparen of van hunne bijdragen, zal voor de eenen zoowel als voor de anderen, ten hoogste 1 frank gedurende vijftig dagen worden opgelegd.

Beide toelagen kunnen natuurlijk niet tegelijkertijd worden genoten.

Door het bestaan van dit spaargeld voor hen die tot geen syndicaat behoorren, dacht het Gentsche stelsel dezen op denzelfden voet te plaatsen als syndicaatsleden, en alle verwijt van partijdigheid tegen de gemeentebesturen te vermijden.

Doch die *gemeentelijke Spaarkas tegen werkgebrek* vond niet al den bijval dien men er van verwachtte. Te Gent zijn er slechts dertien deelnemers. Te Elsene bood er zich geen enkele werkman aan. Ook wordt in andere gemeenteraden voorgesteld van den werklooze geen ander bewijs van vooruitzicht te eischen dan het bezit van een boekje op de Spaarkas.

Eene andere moeilijkheid is het opzicht over de toelagen aan de syndicaatsleden verleend. Moeten die toelagen aan de syndicaten zelve worden overhandigd? Is het niet te vreezen dat de gelden tegen werkgebrek zullen worden afgewend van hun wezenlijk doel? Dienen ze wellicht niet, onrechtstreeks, om eene politieke propaganda te bevorderen? Is het niet beter te beslissen, zooals de gemeenteraad van Leuven het onlangs deed, dat de rechtstreeksche uitdeeling onder de belanghebbenden door de gemeente zelve zal gedaan worden?

Uit deze verschillende beschouwingen mag men afleiden, dat het vraagstuk nog tot zijne eindoplossing niet is gekomen en dat de voortdurende proefneming ongetwijfeld de verschillende tot hiertoe aangenomen regelingen nog zal wijzigen (1).

(1) Volledigere inlichtingen over dat vraagstuk zijn te vinden in een onlangs verschenen werk van den heer Louis Varlez, stichter en voorzitter van het *Fonds tegen werkgebrek* der stad Gent : *Les formes nouvelles de l'assurance contre le chômage* (Parijs, Rousseau, 1903). — Van den zelfden schrijver : *Verslag over het fonds tegen werkgebrek, te Gent, van 1901 tot 1903* (Gent. Nieuwe drukkerij, 1903) — Raadpleegt ook Vossen, *L'assurance contre le chômage involontaire au sein des unions professionnelles*. (Brussel, Brants en Mousset, 1902.)

Het groot maatschappelijk belang van dergelijk vraagstuk moet de Regeering overhalen om de meeste aandacht te wijden aan die verschillende proefnemingen, waarvan de uitslagen mogelijk hare eigene rol zullen aanwijzen op wetgevend gebied of door middel van toelagen.

De ontwikkeling van de Arbeidsbeurzen schijnt ook een der beste middelen om werkgebrek, althans persoonlijk werkgebrek, te bestrijden. Na het stichten van officiële Arbeidsbeurzen door den Staat of door de gemeenten te hebben aangeprezen, komen de meest bevoegde sociologen meer de gedachten nabij van maatschappelijke hervorming door de beroepsinrichting, en prijzen veeleer de stichting aan van Arbeidsbeurzen door toedoen van de syndicaten of beroepsbonden.

De Middenafdeeling vroeg aan de Regeering of zij niet van plan was dergelijke pogingen te schragen.

Vraag.

« Dient er op de Begrooting geen krediet te worden uitgetrokken om toelagen te verleen en aan de Vakvereenigingen die Arbeidsbeurzen stichten ? »

Antwoord.

« De ontworpen Begrooting van 't Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor 1904 behelst een (nieuw) artikel 19, houdende toekenning van eene som van 5,000 frank ter « bevordering van den geest van spaarvereeniging en vakvereeniging bij de werklieden ».

» De Regeering zal in voorkomend geval op dat krediet toelagen verleen en aan de erkende Vakvereenigingen met het oog op de verschillende voorwerpen welke tot de wettelijke zending dier vereenigingen behooren, en namelijk voor het inrichten van kantoren tot kosteloze plaatsbezorging. »

Met dergelijke beslissing hoeft men de Regeering geluk te wenschen. Het krediet van 5,000 frank schijnt echter klaarblijkelijk ontoereikend om te voorzien in alles waarvan sprake is in den tekst van artikel 19. Het ligt ongetwijfeld in de bedoeling der Regeering dat bedrag bij amendement te wijzigen.

't Is insgelijks met hoofdstuk V (Arbeid) dat de twee vragen in verband staan, waarover de Middenafdeeling de meening van den heer Minister van Nijverheid en Arbeid vroeg :

Vraag.

« Dient er geen afzonderlijk toezicht ingericht te worden om te zorgen voor de toepassing der wet op het betalen van de werkloonen in de havens ? »

Antwoord.

De arbeidstoezieners hebben algemeene bevoegdheid : zij strekt zich uit

over al de wetsbepalingen en verordeningen voor welke uitvoering de toezichtsdienst moet zorgen.

» Op dien regel dient geene uitzondering te worden gemaakt voor het betalen van de werkloonen in de havens. »

Als tolk van de opmerkingen in de afdeelingen uitgebracht, zet de Middenafdeeling de Regeering aan om hare waakzaamheid en strengheid te verdubbelen bij het beteugelen van de misbruiken in de havens van Antwerpen en Oostende, iederen dag gepleegd, volgens de opmerkingen in eene der afdeelingen uitgedrukt.

Vraag.

« Kan de Regeering geen maatregelen opleggen om de gevaren af te weren welke gepaard gaan met het bezigen van Chineesch haar in de borstelnijverheid? Onmiddellijke uitpakking en uitluchting werden als practische middelen aangewezen. »

Antwoord.

« De geneeskundige dienst van het Arbeidstoezicht legt er zich ijverig op toe om de middelen te vinden voor het ontsmetten van de borstels en haar uit China, bij de borstelnijverheid gebruikt.

» De studiën over het ontsmetten van de borstels zijn niet voltrokken. Wat het haar betreft, schijnen de behandeling door stoom onder drukking of het lang genoeg koken, wat in sommige borstelfabrieken in België geschiedt, tot hiertoe de eenige aanbevelingswaardige middelen tot ontsmetting.

» Mijn bestuur onderzoekt thans of die maatregelen dienen algemeen gemaakt te worden door verordeningen. »

Vraag.

« In eene der afdeelingen, eindelijk, werd gevraagd of het beroep van bouwmeester niet dient verordend te worden, ten einde de talrijke ongelukken te voorkomen welke bij bouwwerken geschieden, en of de Regeering het inzicht niet heeft dienaangaande gevolg te geven aan de wenschen uitgedrukt door den Hoogeren Arbeidsraad en de Middenmaatschappij voor bouwkunde? »

Die vraag werd aan de Regeering medegedeeld :

Antwoord.

« Het Ministerie van Nijverheid en Arbeid heeft geene beslissing te nemen betreffende den wetenschappelijken graad van bouwmeester, waarvan sprake is in de wenschen uitgedrukt door de Middenmaatschappij voor bouwkunde.

» In de voorstellen van den Hoogeren Arbeidsraad, thans tot onderzoek aan mijn bestuur onderworpen, is er anderzijds geen sprake van het beroep van bouwmeester, maar van de te nemen maatregelen om ongelukken te vermijden, waaraan de werklieden bij bouwwerken zijn blootgesteld. »

DE WERKRECHTERSRADEN.

Eene der afdeelingen stelde de volgende vraag :

Vraag.

« Dienen er geene zitpenningen te worden verleend aan de leden der kiesbureelen voor de verkiezingen van de werkrechtersraden? »

Antwoord.

« Het vraagstuk van het toekennen van zitpenningen aan de leden der kiesbureelen voor de verkiezingen van de werkrechtersraden zal onderzocht worden tijdens de herziening van de organieke wet van 31 Juli 1889, welke ter studie ligt in mijn ministerie ».

Anderzijds had de Middenafdeeling voor 1903 den heer Minister de volgende vraag gesteld :

« Dient men niet, voor de jaarwedde der griffiers bij de werkrechtersraden, een stelsel aan te nemen in den aard van wat sedert 1889 bestaat voor de griffiers der vredegerechten? Voor het allerminst zou men eene schaal kunnen invoeren voor de griffiers der werkrechtersraden en hen ontslaan van de schrijf-, briefwisselings- en bureelkosten, welke zij thans te dragen hebben? »

Waarop de heer Minister antwoordde :

« Er is vastgesteld geworden dat de wezenlijke belangrijkheid der verschillende werkrechtersraden hoegenaamd niet in verband staat met het cijfer der nijverheidsbevolking in hunne omschrijvingen.

» Voor het bepalen van het bedrag der jaarwedde van de griffiers bij de werkrechtersraden, dient er dus voor iederen raad, ongeminderd het getal nijverheidshoofden en werklieden der omschrijving, rekening gehouden te worden met eene reeks andere bestanddeelen, zooals het getal zaken, jaarlijks aan den raad onderworpen, de dienstjaren van de in bediening zijnde griffiers, de noodzakelijke uitgaven in de gemeente waar de raad gevestigd is, enz.

» Dit zoo zijnde, acht ik het onmogelijk hetzij eene schaal van jaarwedden te bepalen, hetzij eene klasseering als die welke aangenomen werd voor de griffiers der vredegerechten. »

De belanghebbenden doen opmerken, dat de redenen in dit antwoord aangegeven om te bewijzen dat er geene schaal van jaarwedde kan worden opgemaakt voor de griffiers der werkrechtersraden, eerder schijnredenen zijn dan afdoende redenen.

Wanneer immers de wetgever de vredegerechten in klassen verdeelde, stuitte hij insgelijks op moeilijkheden ten gevolge van de verschillende bevolking en het getal in elk kanton behandelde zaken; zoo vindt men in de 4^e klasse kantons met 5,000 inwoners en andere met 28,000; het kanton Fontaine-l'Évêque, dat tot de 1^e klasse behoort, komt in de gerechts-statistiek van

België (3^o jaar) voor met 1,400 burgerlijke zaken en 1,693 politiezaken, terwijl het 3^o kanton van Brussel, dat maar tot de 2^o klasse behoort, er in voorkomt met 2,233 burgerlijke zaken en $27,938 : 3 = 9.310$ politiezaken. Van een anderen kant, is het leven duurder te Brussel dan te Fontaine-l'Évêque.

Die bezwaren hebben nochtans de Kamers niet verhinderd de indeeling te doen en eene schaal van jaarwedden te bepalen voor vrederechters en griffiers.

Ware het niet billijk en logisch zoo de Welgeving voor de Werkrechtersraden deed wat ze voor de vredegerechten heeft gedaan, 't is te zeggen ieder rechtsgebied rangschikken en eene jaarweddeschaal voor de griffiers bepalen?

Nog onlangs heeft de wet van 5 December 1903 den toestand der griffiers bij Hoven en Rechtbanken verbeterd, door hen vijfjarige vermeerderingen van jaarwedde te verleen, zoodat het maximum, in de wet van 23 November 1889 bepaald, merkelyk kan overtroffen worden.

Niets dergelyks bestaat voor de griffiers der Werkrechtersraden, wier toestand volstrekt netelig is. Geen regel is er voor het bepalen van hunne jaarwedde, die op verre na niet in verhouding staat tot hun gewichtig ambt, tot de diensten welke zij bewijzen en tot den rang dien zij moeten bekleeden.

De Middenafdeeling wijst dus andermaal op het nut van eene jaarweddeschaal voor de griffiers der Werkrechtersraden of ten minste op de wenschelykheid om maatregelen te nemen — in den zin harer opmerkingen van 1903 — tot verbetering van hunnen toestand.

MUTUALITEITEN EN OUDERDOMSPENSIOENEN.

Een koninklijk besluit van 30 December 1903 bepaalt dat, om den staat van behoefte te kennen bij den werkmán die om een pensioen van 63 frank vraagt, er rekening wordt gehouden met de *waarde in lijfrente* van zijne eigendommen of zakelijke rechten, zijn vee en zijn spaargeld.

In eene der afdeelingen werd de vraag geopperd of, ten gevolge van dergelyken eisch, ouderlingen niet zullen verplicht zijn hun kleinen eigendom te verkoopen, dat men hun nochtans aanzet tot stand te brengen en voor hunne kinderen te bewaren.

Van een anderen kant wordt aangevoerd, dat sommige gemeenten, ten einde de lasten van de weldadigheid te ontgaan, de lijfrentebijdragen storten voor hare oude behoeftigen. De vraag werd gesteld of dat geene ontduiking van de wet is.

Die punten moeten niet alleen van een menschlievend standpunt worden onderzocht, maar ook met het oog op de lasten der Schatkist.

De bijdrage van den Staat tot het vormen van de ouderdomspensioenen beloopt dit jaar tot de aanzienlijke som van 15,880,000 frank.

Anderzijds neemt het getal erkende maatschappijen van onderlingen bijstand, die hunne leden bij de Algemeene Lijfrentekas aansluiten en uit dien hoofde toelagen van den Staat genieten, krachtens artikel 12 der wet van 10 Mei 1900, gestadig toe.

In den zelfden zin werd gevraagd wat er is te denken van de toelagen, door den Staat verleend aan de onderlinge maatschappijen voor lijfrente, zoo-gezegd voor welstellende klassen, ten voordeele van welke zekere bladen ijverig propaganda maken.

Vraag.

« Strooken de toelagen, verleend aan de onderlinge maatschappijen tot lijfrente voor de welstellende klasse, met den geest der wet op de ouderdomspensioenen ? »

Antwoord.

« De wettelijke erkenning der maatschappijen van onderlingen bijstand is niet geregeld door de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, maar wel door de wet van 23 Juni 1894. Naar luid der uitdrukkelijke bewoordingen van artikel 1 dier wet, is die erkenning een recht en kan ze door de Regeering niet worden geweigerd aan vereenigingen die hare werkzaamheden beperken tot eene der reeksen voorwerpen in dat artikel opgesomd, en welke ook het beroep en de toestand harer leden zij.

» De Regeering heeft gestadig die gedragslijn gevolgd, overeenkomstig het advies van de Bestendige Commissie der maatschappijen van onderlingen bijstand, namelijk voor de maatschappijen van het onderwyzend personeel der vrije scholen van Luik (koninklijk besluit van 8 Juli 1896), van Limburg (koninklijk besluit van 26 Mei 1897), van Antwerpen (koninklijk besluit van 3 December 1898), de Lijfrentekas van den bond der katholieke dagblad-schrijvers (koninklijk besluit van 22 Juni 1899), de Maatschappij van het personeel van den Muntshouwborg (koninklijk besluit van 31 december 1900), de Onderlinge Maatschappij voor geneesheeren (koninklijk besluit van 30 Juli 1901), de Onderlinge Maatschappij voor apothekers (koninklijk besluit van 20 Mei 1902), enz.. Zoo ook was reeds onder de wet van 1854 wettelijke erkenning verleend aan maatschappijen zooals den Onderlingen Bond voor handel en nijverheid te Gent (koninklijk besluit van 30 December 1865), de «Fraternelle belge» te Brussel (koninklijk besluit van 30 April 1877), den Onderlingen handelaarsbond te Brussel (koninklijk besluit van 28 Juni 1877), de Kas van onderlingen bijstand en pensioenen der vrije en aangenomen onderwijzers van Brabant (koninklijk besluit van 30 Juli 1889), de Voorzorgsmaatschappij voor geneesheeren te Gent (koninklijk besluit van 9 Maart 1888), enz... De wettelijke erkenning werd zelfs verleend aan maatschappijen voor welke het geen recht was, namelijk aan de Voorzorgs- en onderstandskas voor de geneesheeren van België (koninklijk besluit van 11 November 1895).

» Tusschen de wetsbepaling van 1894, welke in 't meerendeel der gevallen de Regeering verplicht de erkenning te verleen, en den geest der wet van 10 Mei 1900, bestaat hoegenaamd geene strijdigheid. De vervaardigers dezer wet, die de beroepsindeeling verwierpen, welke was voorgesteld door de Commissie voor de ouderdomspensioenen, namen, voor de erkende maatschappijen van onderlingen bijstand hoegenaamd geen onderscheid aan, gesteund op het beroep of het vermogen der aangeslotenen. De toelating van de mutualiteiten tot het genot der premien is enkel beperkt door het maximum, vastgesteld voor de jaarlijksche stortingen; dit maximum, dat de

Regeering voorgesteld had op 50 frank te bepalen, werd ten slotte tot 60 frank verhoogd. »

In weerwil van die beschouwingen, waarvan zij het gegronde niet betwist, acht de Middenafdeeling het plicht te wijzen op het misbruik dat kan ontstaan uit het verleenen van toelagen aan de lijfrente-mutualiteiten voor de welstellende klasse; zoo de wet van 1894 de wettelijke erkenning aanneemt ten voordeele van alle regelmatig ingerichte mutualiteiten, daarentegen strekte de wet van 1900, die de perken bepaalt voor de aanmoedigingen van den Staat ten voordeele van de lijfrente-mutualiteiten, hoofdzakelijk tot het bevorderen van voorzorgszin bij de nederige klassen der bevolking. Is het wel logisch, aan de welstellende klassen — al was het om voorzorg bij haar te ontwikkelen — toelagen te verleenen die gedeeltelijk voortkomen van de belasting, 't is te zeggen geheven van alle burgers, zelfs de armsten? Is het niet te vreezen dat sommige vennootschappen tot verzekering op het leven, die toch handelsondernemingen zijn, zullen trachten hare winsten of de voordeelen harer verzekerden te vergrooten door de verzekeringsovereenkomsten aan te vullen door middel van boekjes van lijfrente-mutualiteiten die zij onder hare verzekerden zouden kunnen uitdeelen?

Eene andere niet minder belangrijke vraag werd in eene der afdeelingen geopperd en aan de Regeering gesteld :

Vraag.

« Zouden de stortingen welke de mijnwerkers met het oog op eene lijfrente, in de voorzorgskassen doen, niet kunnen aangemoedigd worden door Staatstoelagen ten zelfden titel als de stortingen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas door tusschenkomst van erkende mutualiteiten? »

Antwoord.

« Van de 154,039 arbeiders in 1901 werkzaam in de gestichten aangesloten bij de zes Belgische voorzorgskassen ten bate van de mijnwerkers, dragen enkel 19,420, door middel van afhoudingen op hun loon, bij tot de stortingen, door de aangeslotenen gedaan, te weten :

18,561 werklieden afhangende van de mijnen aangesloten bij
de Kas van 't Centrum;
859 werklieden afhangende van de mijnen aangesloten bij
de Kas van Luxemburg.

Te zamen 19,420 werklieden, de eenigen wien de vraag kan betreffen.

» De gezamenlijke afhoudingen op het werkloon dier werklieden bedroegen, in 1901, fr. 510,545.24, waarvan :

Kas van 't Centrum . fr. 304,452.55 of gemiddeld fr. 16.40 per werkman.
— Luxemburg . 5,910.69 of gemiddeld fr. 6.88 per werkman.

» De voorzorgskassen werden tot stand gebracht uitsluitend met het

doel om de gevolgen der ongevallen te verhelpen. 't Is maar van lieverlede en in weerwil van de aanbevelingen van haren opvatter, den heer Visscher, dat zij lijfrenten hebben verleend. En dan nog, uitgenomen bij de Kas van den Couchant de Mons, die sedert 30 September 1901 eene afdeeling voor lijfrente bevat, worden de pensioenen aan de oude werklieden niet ingeschreven onder een bijzonder hoofdstuk der Statuten, maar gerangschikt onder den buitengewonen onderstand.

» De betrekkelijke belangrijkheid der gelden, besteed aan de slachtoffers van ongevallen en aan de lijfrentegenieters, verschilt merkelyk van de eene kas tot de andere. Zooals de volgende tabel bewijst, zijn de lijfrenten overwegend in de kassen van Luik en van het Centrum.

	OP 100 FRANK VERLEEND IN 1901	
	wordt besteed voor ongevallen.	wordt besteed voor lijfrenten.
Kas van Luik.	57 »	63 »
— van het Centrum.	47 »	53 »
— van den Couchant de Mons . .	66 »	34 »
— van Charleroi.	75 »	25 »
— van Luxemburg	83 »	17 »
— van Namen.	90 75	0 25

» Aannemende dat de stortingen tusschen de twee soorten van onderstand worden verdeeld in dezelfde verhouding van die cijfers, zou men hebben voor het aandeel der afhoudingen op de loonen der werklieden in het Centrum en in Luxemburg, dat de lijfrente-afdeeling in stand houdt :

» In het Centrum, $\text{fr. } 504,432.55 \times 0,55 = \text{fr. } 161,349.28$, of gemiddeld fr. 8.69 per man;

» In Luxemburg, $\text{fr. } 5,910.69 \times 0,17 = \text{fr. } 1,004.82$, of gemiddeld fr. 1.17 per man.

» Anderzijds is er geene vergelijking mogelijk tusschen de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas en de Voorzorgskassen voor de mijnwerkers.

» Bij de eerste staan de lijfrenten in verhouding tot de stortingen. Die stortingen zijn vrij en 't bedrag is overgelaten aan de keus der belanghebbenden, binnen de grenzen der statuten.

» Bij de Voorzorgskassen, worden de lijfrenten bepaald naar een vast tarief, dat rekening houdt met de dienstjaren en de hoedanigheid van den belanghebbende, doch hoegenaamd niet met het bedrag der stortingen. De afhoudingen op de loonen, waar ze bestaan, zijn verplichtend; zij vertegenwoordigen zeker honderdste van die stortingen : 1 $\frac{1}{4}$ % in 't geheel voor het Centrum; $\frac{1}{4}$ % in Luxemburg, en kunnen niet worden verhoogd naar den wensch der werklieden. Eene verhooging ware overigens zonder uitwerksel op het bedrag van het pensioen; en de kassen zouden enkel bijstortingen kunnen aanvaarden ten titel van vrijwillige giften aan de kas. »

Zijn de opmerkingen, in het antwoord der Regeering vervat, wel van aard om te beletten dat, in de kolenstreken, waar afhoudingen gedaan worden op de werkloonen, die afhoudingen, voor zooveel ze bijdragen tot het samenstellen van lijfrenten, zouden worden verhoogd met toelagen van den Staat? Die onmogelijkheid blijkt niet voor verschillende leden der Middenafdeeling.

De Middenafdeeling acht het ook nuttig de aandacht der Regeering te vestigen op zekere voornamelijk gegronde criticken ten opzichte van de wet van 23 Juni 1894. Zij betreffen :

1° Het recht dat artikel 17 der wet aan de maatschappijen toekent om, in zekere bepaalde gevallen, aan een deelgenoot het gansche bedrag of een gedeelte van de door hem gestorte inleggelden terug te betalen, na afhouding van hetgene hem kan toegekend zijn geweest. « Deze bepaling, zegt de heer Lepreux, is tegen het beginsel van mutualiteit en tevens hoogst gevaarlijk » ; 2° het verbod door hetzelfde artikel 17 gesteld tegen de wettelijke erkenning van de mutualiteiten welke, op wetenschappelijke grondslagen gestaafd, hiermede rekening houden, dat het gevaar van ziekte met de jaren verandert en bijgevolg voor iederen deelgenoot zijne persoonlijke reserve uitmaken, buiten de wiskundigen reserven.

« Om die gebreken van artikel 17 te verhelpen, ware het voldoende, zegt de heer Lepreux, de formule door den heer Helleputte voorgesteld ter Kamersitting van 7 Juni 1894, tijdens de beraadslaging over artikel 17, te hernemen mits eene kleine wijziging en te zeggen :

» « De statuten mogen de terugbetaling aan een deelgenoot toelaten van » gansch of van een gedeelte van hetgeen hem in het actief der maatschappij » toekomt.

» » De statuten bepalen de voorwaarden waaraan die terugbetaling onder- » worpen is. »

» Nog andere artikelen der wet zullen soortgelijke veranderingen moeten ondergaan; dat is namelijk 't geval met artikel 30 dat, voor 't geval van ontbinding, de voorwaarden opsomt tot de verdeling van het beschikbare actief na aflossing van de lasten.

» De eerste alinea van dat artikel luidt als volgt :

» « Het overschot van het actief zal onder hen die, op den dag der ont- » binding, sedert ten minste één jaar werkende leden zijn der maatschappij, » verdeeld worden in de verhoudingen door de statuten bepaald, of bij » gebrek van bijzondere bepalingen, naar evenredigheid der inleggelden » door ieder lid betaald sedert zijne opneming in de vereeniging. »

» Die alinea zou moeten gewijzigd worden als volgt :

» « Het overschot van het actief zal verdeeld worden onder hen die, op » den dag der ontbinding, sedert ten minste één jaar werkende leden zijn der » maatschappij. Die verdeling zal geschieden in verhouding tot het aandeel » van elk der leden in het vermogen der maatschappij (1). » »

(1) O. LEPREUX, directeur-generaal der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, *De la nécessité de reviser la loi du 23 juin 1894 relative aux sociétés mutualistes*. Brussel, Drukk. Laurent, 1904.

MIJNEN. — AARDKUNDIGE DIENST.

Op verzoek van eene der afdeelingen, richtte de Middenafdeeling de volgende vraag tot den heer Minister :

Vraag.

« Zal elke nieuwe mijnconcessie afhangen van de eindstemming over de ontworpen wet ? »

Antwoord.

« 't Ligt in de bedoeling der Regeering geene concessie hoegenaamd te verleenen vooraleer een wetsontwerp op de mijnen bij de Wetgevende Kamers is ingediend. »

De inrichting van den aardkundigen dienst lokte dit jaar slechts eene enkele vraag uit, waarop de Middenafdeeling een bevredigend antwoord ontving :

Vraag.

« Dient er geen onderscheid te worden gemaakt, bij wijze van afzonderlijke kredieten, tusschen de uitgaven voor het personeel en die voor het materieel van den aardkundigen dienst ? (art. 38) »

Antwoord.

« De plannen der aardkundige kaart mogen als voltooid worden beschouwd, doch dat is niet het geval met het afdrukken der vellen, welk werk is toevertrouwd aan het militaire Landkaartinstituut. Heel waarschijnlijk zal die arbeid slechts tegen einde 1904 klaar zijn.

» Naar dat oogenblik wordt gewacht om den aardkundigen dienst bestendig in te richten en de uitgaven voor 't personeel af te scheiden van die voor het materieel van bedoelden dienst. »

Met eenparige stemmen der aanwezige leden, keurde uwe Middenafdeeling de Begrooting goed, en heeft zij de eer u voor te stellen ze ingelijks aan te nemen.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

